



Contrat Régional de Solidarité Territoriale 2015-2021

Cœur de Beauce

Avenant n°3 : bilan à mi-parcours



CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE CŒUR DE BEAUCE

2015 – 2021

AVENANT N°3

Entre

La Région Centre-Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la CPR n°19.09.26.20 du 16 octobre 2019,

Et

La communauté de communes Cœur de Beauce, représentée par M. Jean-Louis BAUDRON, Président, dûment habilité par délibération N°2018-09-196 du 18 septembre 2018.

VU :

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),
La délibération du Conseil régional DAP n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente régionale,

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région,

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives,

La délibération du Conseil régional DAP n°17.05.03 du 21 décembre 2017 modifiant le cadre d'intervention de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale,

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A vos ID »,

La délibération DAP n°14.09.26.121 du 17 octobre 2014 des « Ambitions 2020 » pour le bassin de vie de Chartres,

La délibération CPR n°15.09.26.111 du 16 octobre 2015 relative à la décision de la Région sur le programme d'actions présenté sur le territoire du Pays de Beauce,

Le Contrat signé le 26 novembre 2015 et ses avenants ; n°1 signé le 13 novembre 2017 et n°2 signé le 12 septembre 2018,

La délibération CPR n°18.07.26.69 du 13 juillet 2018 relative à la modification du CRST Cœur de Beauce pour intégration des nouvelles modalités et du nouveau périmètre de contractualisation,

La délibération CPR n°19.09.26.20 du 16 octobre 2019 relative au Bilan à mi-parcours du Contrat Régional de Solidarité territoriale Cœur de Beauce,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le Présent avenant définit les modalités d'exécution du Contrat à compter de la date de validation par la Commission Permanente Régionale du bilan à mi-parcours soit le 16 octobre 2019.

Article 1 : OBJET

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale de la communauté de communes Cœur de Beauce définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'internationalisation et d'innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, le/les EPCI du territoire, regroupés le cas échéant sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la(les) Ville(s) Pôle(s) de centralité ou d'animation et le Parc naturel régional le cas échéant.

LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :

- La Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- La Région dispose **de services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,
- Le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.
- La Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif ... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

En termes de moyens d'animation du Contrat :

- Les co-signataires désignent un **technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maîtres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.
- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement. Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

En termes de suivi du Contrat :

- un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

En termes de limitation des surfaces artificialisées :

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maîtres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :

- Les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maîtres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.
- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.
- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

En termes de financement :

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :

Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maîtres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat.

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).

Article 3 : PERIMETRE

Le Contrat s'applique au territoire des 48 communes suivantes :

Commune	Population*	Commune	Population*
		Mérrouville	221
Ardelu	75	Moutiers	260
Baigneaux	245	Neuvy-en-Beauce	212
Bazoches-en-Dunois	254	Nottonville	316
Bazoches-les-Hautes	233	Oinville-Saint-Liphard	270
Barmainville	122	Orgères-en-Beauce	1089
Baudreville	271	Ouarville	519
Beauvilliers	337	Oysonville	514
Cormainville	247	Péronville	268
Courbehaye	133	Poinville	143
Dambron	89	Poupry	104
Eole en Beauce (Baignolet, Fains-la-Folie, Germignonville, Villeau, Viabon)	1233	Prasville	457
Fontenay-sur-Conie	153	Rouvray-Saint-Denis	452
Fresnay-l'Evêque	747	Réclainville	190
Garancières-en-Beauce	224	Sainville	1012
Gommerville (Gommerville-Orlu)	678	Santilly	351

Gouillons	334	Terminiers	937
Guilleville	188	Tillay-le-Péneux	329
Guillonville	441	Toury	2693
Intréville	134	Trancrainville	172
Janville-en-Beauce (Allaines Mervilliers, Le Puiset, Janville)	2 565	Varize	202
		Les Villages Vovéens (Montainville, Rouvray-Saint-Florentin, Villeneuve Saint Nicolas, Voves)	3 947
Levesville-la-Chenard	219	Villars	167
Loigny-la-Bataille	210		
Louville-la-Chenard	258	Ymonville	492
Lumeau	183	TOTAL	24 990

* Population municipale au 1^{er} janvier 2018, recensement INSEE 2014.

Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au 16 octobre 2021.

Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.

Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 16 octobre 2022, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.

Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

Article 5 : LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES D' ACTIONS

5-1 : Montant et contenu du contrat

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 3 505 000 €, répartie entre les priorités régionales selon la maquette financière applicable à compter du bilan à mi-parcours et figurant en annexe.**

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention définissant notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Quantitatif et qualitatif, il doit permettre d'apprécier à la fois les avancées positives dans la programmation, mais également de repérer les difficultés rencontrées pour réaliser certaines actions et en analyser les causes. Il intègre les indicateurs définis en amont.

Cette étape permet au territoire de proposer des ajustements par transfert de crédits d'une action vers une autre. Les éventuels transferts opérés ne peuvent en aucun cas conduire à une réduction des enveloppes dédiées (A vos ID, Très Haut débit, Biodiversité, Energie), sauf proposition de la Région.

Le référent technique du territoire est chargé de la préparation technique et administrative de ce bilan, en lien avec les services de la Région, y compris pour les programmes d'actions des pôles de centralité et pôles d'animation.

6-2 Evaluation

Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

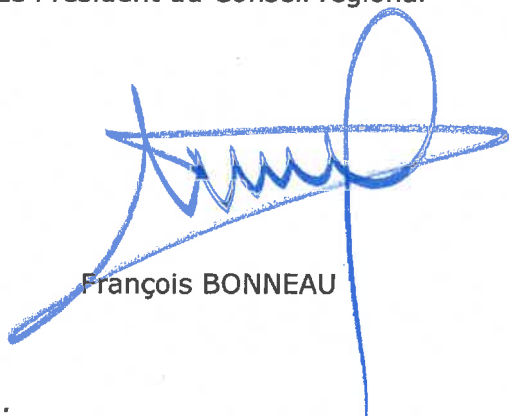
Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.

Article 7 : LITIGES

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.


Fait à Orléans, le 12 FEV. 2020

Le Président du Conseil régional



François BONNEAU

Le Président de la Communauté de communes
Cœur de Beauce



Jean-Louis BAUDRON

Annexes :

- Tableau financier récapitulatif modifié
- Règles de financement régional et modalités communes

Le programme identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...)

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Energie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID ») à l'exception de l'axe 1 « Très haut Débit ».

5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail « Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf cadres de référence) avec les services de la Région.

b - Engagement des crédits par la Région

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

5-3 : Versement des crédits

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention.

Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

5-4 : Modalités de contrôle

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit le dit-contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT

6-1 Bilan d'étape

Trois ans à compter de la date d'effet du Contrat, les co-signataires du contrat adressent à la Région, un bilan d'étape, assorti de l'avis motivé du Conseil de Développement.

Annexe 1 : tableau financier

CRST 2015-2021 CC Cœur de Beauce Bilan à mi-parcours	Investis- sement	Fonction- nement	Total subvention Contrat	% de la dotation globale
PRIORITÉS THEMATIQUES				
A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE	656 300	0	656 300	20%
Axe A1 : Attractivité numérique du territoire	500 000	0	500 000	14%
01 : Très Haut Débit	500 000	0	500 000	
Axe A2 : Accueil des Entreprises	0	0	0	1%
02 : Foncier économique	0	0	0	
03 : Création de locaux d'activités	0	0	0	
Axe A3 : Economie agricole	156 300	0	156 300	4%
04 : Développement de l'agriculture biologique	72 200	0	72 200	
05 : Diversification agricole et dévpt des circuits alimentaires de proximité	50 000	0	50 000	
05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé	0	0	0	
07 : Acquisition de matériel en commun dans le cadre des filières régionales	34 100		34 100	
Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire	0	0	0	0%
08 : Insertion par l'Activité économique des personnes en difficulté	0	0	0	
Axe A6 : Economie touristique	0	0	0	0%
14 : Site touristiques et lieux d'information touristiques	0	0	0	
B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL	936 900	47 400	984 300	28%
Axe B1 : Services à la population	381 300	47 400	428 700	12%
15 : Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures d'exercice regroupé	140 000	0	140 000	
15.1 : Projets locaux de santé	0	47 400	47 400	
19 : Structure d'accueil petite enfance	41 300	0	41 300	
20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	200 000	0	200 000	
Axe B2 : Développement de l'accès à la culture	199 700	0	199 700	6%
16 : Salles de spectacle support d'une programmation culturelle	0	0	0	
17 : Equipements de lecture publique	0	0	0	
18-1 : musée d'intérêt local	199 700		199 700	
Axe B3 : Sport	355 900	0	355 900	10%
22 : Equipements sportifs et de loisirs	355 900	0	355 900	
C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL	882 550	26 600	909 150	25%
Axe C1 : Aménagement d'espaces publics	525 750	14 000	539 750	15%
23 : Aménagement d'espaces publics	525 750	0	525 750	
22-3 : Programme d'aménagement de communes (CAUE 28)	0	14 000	14 000	

Axe C3 : Habitat – Logement	356 800	0	356 800	10%
24 : Acquisition-Réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux	123 800	0	123 800	
25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	18 000	0	18 000	
26-1 : Aménagement d'aires d'accueil des gens du voyage	100 000		100 000	
26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable	0	0	0	
27 : Rénovation thermique du parc public social	115 000	0	115 000	
28 : Rénovation thermique du parc locatif privé	0	0	0	
AXE C5 : Mobilité durable	0	12 600	12 600	0%
30 : Vélo utilitaire	0	0	0	
30-3 : Aménagement Pôle Gare	0	0	0	
30-5 : Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture		12 600	12 600	
PRIORITÉ TRANSVERSALE : TRANSITION ECOLOGIQUE				
30-6 : Expérimentations de "territoires en transition"	0	0	0	0%
D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE	305 100	50 000	355 100	10%
31 : Trame verte et bleue (études et aménagements)	240 800	50 000	290 800	
32 : Gestion alternative des espaces publics	30 000	0	30 000	
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	34 300	0	34 300	
E : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL	304 300	10 000	314 300	9%
35 : Plan isolation bâtiments publics et associatifs	254 300	0	254 300	
35-1 : forfait ECB	0	10 000	10 000	
35-2 : Bonification climat énergie	6 500	0	6 500	
36-4 : Géothermie sur sondes verticales	43 500	0	43 500	
ENVELOPPE FONGIBLE	72 450	13 400	85 850	2%
SOUS-TOTAL HORS A Vos ID	3 157 600	147 400	3 305 000	94%
F : A VOS ID (dont 7 000 € de capitalisation pour le réseau Oxygène)			200 000	6%
ENVELOPPE TOTALE DU CONTRAT		3 505 000		

ATTENDUS REGIONAUX		Proposition Maquette	Ecart
CREDITS RESERVES POUR LA TRANSITION			
minimum Biodiversité	132 150	355 100	222 950
minimum Energie*	396 450	429 300	32 850
A VOS ID	200 000	200 000	-
Autres crédits proposés			
CENTRALITES ET ESPACES VECUS			
minimum Pôle de centralité	sans objet	sans objet	-
Plafond espaces publics (15%)	525 750	525 750	-
FONCTIONNEMENT			
Plafond global	500 000	147 400	- 352 600
Plafond animation territoriale**	sans objet	sans objet	-

* En comptant la réhabilitation thermique des logements sociaux

** Hors CRST

Règles de financement régional et modalités communes

Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

A – à considérer dès la conception du projet

A - 1 : CONDITIONNALITES

❖ **Conditionnalités énergétiques**

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat :** Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m²/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an
- **pour les autres projets :** Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an

❖ **Bio-conditionnalités :**

- **Tout projet d'aménagement**, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

❖ **Conditionnalités sociales :**

Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

A - 2 : DEPENSES ELIGIBLES

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

Ne sont éligibles que :

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules utilitaires** d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1^{er} septembre 2015).

- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers d'insertion, dans la mesure où n'est pas identifié un risque de non-conformité (sécurité physique, sanitaire, environnementale).

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

Concernant les dépenses d'ingénierie internalisées (hors animation territoriale transversale), la dépense subventionnable est constituée du salaire chargé augmentée d'un forfait pour frais annexes représentant 15% du salaire chargé.

A - 3 : NIVEAUX D'AIDE

❖ Subventions et taux planchers

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat**, dans le cas :

- des **projets agricoles collectifs**
- des **projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

❖ Bonifications

- Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :
 - o **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
 - o **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - o bâtiment intégrant une masse significative de **matériaux biosourcés** (végétal ou animal)
 - o éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une **extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m ²	9 kg/m ²
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m ²	18 kg/m ²

❖ Cumul d'aides publiques

Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%**.

B – à considérer pour le versement de l'aide régionale

B - 1 : COMMUNICATION

Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement, le maître d'ouvrage a obligation de **mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire**. Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site www.regioncentre.fr (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour **validation à la Direction de la Communication du Conseil régional**.

B - 2 : MAINTIEN DE L'USAGE DES ÉQUIPEMENTS FINANCÉS

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- *Soit au prorata temporis*
- *Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.*

B - 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :

a) en fonctionnement

Ingénierie externalisée :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

Animation territoriale transversale :

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

b) en investissement

❖ Dossiers concernant le logement social :

- ✓ **Réhabilitation thermique** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information¹ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.
- ✓ **Offre nouvelle en construction** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.
- ✓ **Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation** : Versement en deux fois :
 - Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)
 - Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage, présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.
- ✓ **Réhabilitation thermique du parc privé** : Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.
En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.

¹ Conformément au point B - 1

❖ **Autres dossiers :**

Subvention	Acompte	2 ^{ème} versement	Solde
Inférieure ou égale à 3 000 €	en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé : <ul style="list-style-type: none"> - par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée 		
Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus	Acompte de 50% sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région. 		Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.
Supérieure à 500 000 €	Acompte de 30 % sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...) - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région 	50 % sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant a minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée. 	Solde de 20% maximum sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée**, comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, **à l'inauguration de l'opération.**

Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.

Axe A1 : Attractivité numérique du territoire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de Vie d'Orléans :

Enjeu 23 : le THD pour l'ensemble des habitants du bassin de vie et 70% des lignes connectées au THD d'ici 2020.

- Soutenir le développement du THD dans les zones périurbaines et rurales et la montée en débit des zones peu ou mal couvertes actuellement.
- Soutenir les initiatives visant à développer les usages numériques

Bassin de Vie de Chartres :

Enjeu 28 : la couverture du territoire en THD

- Accompagner la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique d'Eure et Loir.
- Privilégier les cibles économie, services publics, santé, culture et enseignement (usages numériques)

Le passage de la fibre optique le long de l'autoroute A10 ou de la RN10 vers Ablis, permettrait de se raccorder aux nœuds existants. L'intérêt est évident dans un contexte où les entreprises recherchent de plus en plus du haut débit dans leur choix de localisation et que les usages numériques se développent (télétravail, télémedecine, écoles numériques...).

AXE A1 : Attractivité numérique du territoire	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 01 : Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit	500 000€	500 000 €	0 €
TOTAL	500 000 €	500 000 €	0 €

Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit

Sens de l'action régionale	<p>La mise à disposition auprès des particuliers et des entreprises de réseaux de communications électroniques offrant des débits adaptés aux usages est un élément essentiel à la compétitivité et à l'attractivité de nos territoires.</p> <p>Les opérateurs privés ont annoncé déployer la fibre optique à l'abonné (FttH) entre 2012 et 2020 auprès de 40% de la population régionale. Ces investissements seront essentiellement concentrés sur les 8 zones les plus urbaines.</p> <p>L'effort financier régional doit permettre de créer un véritable effet levier pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lutter contre la fracture numérique • à l'horizon 2020, atteindre 70% de couverture de la population en fibre optique et proposer l'Internet rapide à tous les habitants • soutenir le développement des usages numériques à destinations des particuliers et des entreprises sur l'ensemble du territoire régional ;
Nature de l'aide	<ul style="list-style-type: none"> • Subvention
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • projets de réseau de communications électroniques, notamment : fibre optique à l'abonné, montée en débit, étude préalables
Maîtres d'ouvrage	véhicule de portage du RIP (SMO ou Conseil départemental)
Financement régional	<p>Le financement régional s'opère dans le respect des conventions de financement signées avec le Syndicat Mixte Ouvert compétent ou, dans le Loiret, avec le Conseil départemental.</p> <p>La part à imputer à chaque territoire est communiquée en amont par la région et peut être activée sur 2 Contrats successifs.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Association de la Région à la gouvernance du réseau d'initiative publique, notamment en tant que membre de plein droit des syndicats mixtes ouverts • transmission des coordonnées SIG du projet (ex ante et ex post)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de couverture de la population régionale en FttH • Nombre de prises FttH déployées par l'initiative publique

Axe A2 : Accueil des entreprises

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie d'Orléans :

Enjeu 2 : Renforcement des pôles économiques relais du bassin de vie

- Développer une action économique coordonnée entre l'Agglo Orléanaise et son Bassin de Vie.
- Accompagner le maintien et le développement des pôles économiques et industriels existants (logistique et agroalimentaire – transformation)

Bassin de vie de Chartres

Enjeu 3 : Développement d'activités tertiaires à forte valeur ajoutée

Enjeu 4 : organisation du développement d'une offre foncière maîtrisée et immobilière de qualité.

- Structurer une offre territoriale raisonnée en matière de foncier et d'immobilier d'entreprises.

Le territoire de la Communauté de Communes Cœur de Beauce est à la confluence entre plusieurs grands bassins d'emplois que sont Orléans, Chartres et la région parisienne. Le territoire est soumis à une pression démographique compte tenu de la proximité de ces grandes agglomérations voisines. Pour limiter le caractère dortoir, il semble prioritaire de **renforcer localement l'emploi et les services**. Les études menées dans le cadre du SCOT ont montré que le territoire de la CCCB devra réussir à maintenir un équilibre entre les activités productives (agriculture et industrie) et les activités de services (commerces, services et BTP).

En 2014, le territoire de la communauté de communes comptait 2 532 entreprises (40% sur le secteur de Voves, 35% sur le secteur de Janville, 25% sur le secteur d'Orgères-en-Beauce).

Près de la moitié de ces entreprises sont des commerces ou des services (46%). En y ajoutant les entreprises de la construction (artisans, BTP), on peut dire que l'économie résidentielle (des services) est largement majoritaire.

L'économie productive (agriculture et industrie) représente quant à elle plus d'un tiers des entreprises du territoire (36%). Le reste des établissements fait partie de la sphère administrative (8%).

La logistique est un secteur assez important sur le territoire au premier rang duquel on retrouve les entreprises XPO logistique à Poupry, les transports Fleureau à Janville... Le territoire, de par sa situation géographique et ses connexions autoroutières, est un secteur où l'on retrouve de nombreuses bases logistiques (Intermarché à Garancières-en-Beauce, Carrefour à Poupry). On retrouve également des entreprises assez importantes dans le domaine du conditionnement (DS Smith à Toury par exemple).

La Zone d'Artenay Poupry est gérée par le Syndicat Mixte d'Artenay Poupry. La Zone accueille environ 500 emplois, à termes elle devrait en compter environ 2000. Aujourd'hui la zone s'étend sur environ 210 hectares avec des projets de développement de services notamment et des extensions prévues (2018-2019 : 130 000 m² en extension et en 2020 : 170 000 m² en extension envisageable).

Le territoire du Cœur de Beauce a la chance d'être situé à la confluence de grands bassins d'emploi dynamiques (région parisienne, agglomérations Orléanaise et Chartraine). Cette situation privilégiée est un atout indéniable pour le territoire, et le Scot vise à en tirer parti pour prolonger les dynamiques de développement économique initiées ces dernières années notamment le long de l'autoroute A10. Le développement des zones d'activités de Poupry-Artenay, du Puiset, de Janville-Toury et de Garancières-en-Beauce montre que cette frange Est du territoire est attractive.

Pour permettre le développement économique endogène, le territoire doit **augmenter l'offre foncière dans les zones d'activités**. L'implantation d'activités extérieures y sera également possible.

Trois pôles de développement économique sont situés à proximité de grands axes de communication (A10, D 2020, N10) :

3 pôles structurants : les zones d'activités spécifiques

- Au nord, le pôle Garancières-en-Beauce
- Au sud, le pôle Beauce
 - * Site sur le secteur de Toury
 - * Et la zone d'activités interdépartementale d'Artenay-Poupry

Sur le reste du territoire : les zones d'activités multi-sectorielles adaptables

- Secteur Orgères-en-Beauce : À Terminiers et à Orgères-en-Beauce, les zones d'activités sont aménagées et commercialisables. En totalité, il reste 1,8 ha
- Secteur Janville-Toury : 11,5 ha sur le secteur de Toury et 3,4 ha sur Janville sont d'ores-et-déjà viabilisés et commercialisables.
- Secteur Voves : 10 d'hectares viabilisés et du foncier disponible dans la zone d'activités de Voves, et 3 ha non aménagés sur celle de Ouarville (village).
- Secteur Sainville : plus de disponibilités actuellement

En revanche, le territoire de la Communauté de Communes Cœur de Beauce ne dispose pas d'une **offre immobilier d'entreprise** importante. Il existe déjà un bâtiment relais sur le secteur des Villages Vovéens. Ce bâtiment s'étend sur environ 314,79 m² avec 202 m² d'atelier de conditionnement.

Afin de faciliter au mieux les créations d'entreprises et ou reprises, la CCCB entend constituer une offre immobilière plus fournie afin de répondre à la demande. Un projet de jardinerie sur Janville a exprimé un besoin en bâtiment pour lancer son activité. Le bâtiment relais serait une solution pour faciliter l'accueil de cette activité sur la commune.

Par ailleurs, une réflexion autour d'un **centre de télétravail** doit être engagée. En effet, du fait du positionnement géographique de la CCCB, un certain nombre de salariés résidents dans nos franges franciliennes (secteurs Janville-Toury, Sainville, Garancières en Beauce, Voves ...), vont travailler en région parisienne ou en en région Orléanaise. Il serait envisageable de leur proposer des solutions de télétravail dans des locaux adaptés, mais pour cela, il faut bien évaluer le potentiel que cela représente et le nombre de salariés concernés.

AXE A2 : Accueil des entreprises	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N°02 : Zones d'activités économiques	0 €	0 €	0 €
Mesure N° 03 : Création de locaux d'activités (en location)	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €

Foncier économique

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Offrir aux entreprises des conditions optimales pour leur implantation ou leur développement, tout en : • limitant les risques de concurrence entre les territoires • donnant la priorité au renouvellement et à la densification de l'existant • assurant une amélioration qualitative et environnementale des parcs d'activités
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple) • Avoir engagé une démarche de développement durable pour l'aménagement du parc d'activités traitant 4 thématiques obligatoires : « Gestion économe de l'espace - Energie - Chantier », « Biodiversité - Eau - Paysage », « Déplacements » et « Services aux salariés et aux entreprises »
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Requalification et densification du parc existant 2. Création de nouvelles surfaces d'activités (extension de parc existant / création de parc) exclusivement pour les territoires sur lesquels l'offre est inférieure à la demande estimée à 5 ans <ul style="list-style-type: none"> - Toutes les dépenses liées à l'aménagement interne du parc d'activités : frais d'ingénierie (AMO développement durable, MOE, études spécifiques), acquisitions foncières, travaux de viabilisation (VRD) et d'aménagement (éclairage, signalétique, espaces verts ...) - Investissements liés à la création de services et d'équipements aux salariés et aux entreprises. - Acquisitions foncières intégrées dans une stratégie foncière à long terme - Investissements liés à des équipements spécifiques (exemples : réseau de chaleur, embranchement ferré, TIC ...)

Maitres d'ouvrage	EPCI, PETR, Syndicats mixtes, syndicats intercommunaux le cas échéant, et leurs délégataires
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de zone : 50% maximum du reste à charge pour le maitre d'ouvrage, après déduction de l'ensemble des recettes (subventions et recettes issues de la vente des terrains sur la base d'un prix de vente conforme au marché local). - Equipements spécifiques / services seuls sur ZAE existante : 40% - AMO Démarche de développement durable : 80% - Réserve foncière économique à long terme : 20% <p>Subvention minimum 2 000 €.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour tout projet : Indication du régime retenu pour la pratique d'un tarif préférentiel aux entreprises ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées ✓ <u>Modalités spécifiques aux projets de création de nouvelles surfaces d'activités (extension / création) :</u> <p>Les projets d'extension ou de création de parcs d'activités doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ limités à des secteurs ou carence en foncier d'activité avérée (identifié dans le projet de développement économique) ✓ situés dans un centre urbain (agglomération ou pôle de centralité) ou desservis par un nœud infrastructures routières majeures ou ferroviaires ou par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de bus urbain) assurant un bon accès de la zone aux utilisateurs. <p>La nécessité de créer de nouvelles surfaces d'activités doit être argumentée au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ de la démonstration que la requalification et/ou la reconversion de friches ne peut répondre aux besoins identifiés sur le territoire. ✓ de l'existence d'un taux de commercialisation du foncier économique capable d'utiliser les réserves disponibles en moins de 4 à 5 ans, ✓ d'une analyse au regard de son impact sur les espaces agricoles, les espaces naturels à préserver, les secteurs touristiques remarquables.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb d'entreprises nouvelles implantées sur le territoire

Création de locaux d'activités

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'une « chaîne immobilière » assurant le parcours résidentiel des entreprises (quel que soit leur statut juridique) avec une gamme de locaux d'activités adaptés, qu'il s'agisse de permettre l'accueil de nouvelles entreprises ou le développement des entreprises existantes. • Soutenir la création et le développement des entreprises dans les pôles offrant une gamme de services aux entreprises et aux salariés suffisante en développant des produits adaptés (services communs, conseil et réseaux inter entreprise).
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>La Région soutiendra en priorité la reconversion de friches dans un souci d'économie de foncier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création de locaux d'activités en location aux entreprises* (pépinière, atelier relais hôtel d'entreprises, village d'artisans) en bail précaire (24 mois) ou en bail commercial (3/6/9 ans) • Création de locaux d'activités pour le compte d'une entreprise dans le cadre d'un crédit-bail immobilier <p>* Quel que soit leur statut juridique (RCS, RM, coopérative, association...)</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI et leurs délégataires éventuels
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des dépenses d'investissement liées à la création du bâtiment, des études et acquisitions jusqu'à l'aménagement intérieur du bâtiment. - Concernant les équipements (meubles, informatique ...), seuls les équipements de service commun aux entreprises sont éligibles <p>Sous réserve que la détermination du loyer consenti respecte la réglementation en vigueur : 50% du reste à charge du maître d'ouvrage,</p>



Reste à charge = Dépenses – recettes (subventions et loyers)

- ✓ En bail précaire ou en bail commercial : le reste à charge pour le maître d'ouvrage est calculé déduction faite des loyers escomptés sur 9 ans et des éventuelles autres recettes ou subventions
- ✓ En crédit-bail : le reste à charge du maître d'ouvrage est calculé déduction faite :
 - des loyers escomptés sur la durée du crédit-bail
 - du montant de l'option d'achat
 - ainsi que des éventuelles autres recettes et subventions

- Subvention minimum 2 000 €
- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- Taux bonifié de 10 points pour les projets de réhabilitation de bâtiments existants. Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Modalités

- ✓ Démonstration de l'opportunité du projet au regard du projet local de développement économique durable du territoire (analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'entreprise sur le territoire, constat de carence de l'initiative privée)
- ✓ Bilan financier prévisionnel de l'opération, apprécié au regard des coûts d'investissement et d'exploitation sur 9 ans ou sur la durée du crédit-bail (gestion, entretien-maintenance du bâtiment) et des recettes escomptées
- ✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur (légalité du rabais éventuel par rapport au prix du marché, non enrichissement sans cause du maître d'ouvrage).
- ✓ Convention entre l'entreprise et la collectivité dans le cadre d'un crédit-bail
- ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
- ✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant : atteinte de l'étiquette énergétique B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés sur le territoire
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés Nb d'entreprises accueillies
- Dont nouvellement implantées sur le territoire

Axe A3 : Economie agricole

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie d'Orléans :

Enjeu 8 : pérennisation d'une activité agricole diversifiée en limitant les pressions foncières et en maintenant une agriculture périurbaine.

- Soutenir le développement de circuits alimentaires de proximité (production, transformation, commercialisation, C du Centre)
- Soutenir l'adaptation de la filière grandes cultures (et semences) aux enjeux de demain (complémentarité filière animale et végétale) (CUMA)

Enjeu 9 : Soutien et développement des filières agricoles locales, de l'Agriculture Biologique et de la 1^{ère} transformation.

- Accompagner le développement et la structuration des filières agricoles territorialisées (horticulture-pépinière, maraîchage...)
- Encourager le développement de l'Agriculture Biologique, notamment sur les zones de captage (sécurisation des projets de conversion et approvisionnement des restaurations collectives).
- Favoriser le développement des filières de transformation agricole et notamment de 1^{ère} transformation en Beauce.

Bassin de vie de Chartres :

Enjeu 9 : Pérennisation des systèmes de productions

- Soutenir l'adaptation de la filière « grandes cultures » (complémentarité filière animale et végétale).
- Maintenir des exploitations en polyculture-élevage
- Favoriser le développement d'activités de transformation des productions agricoles et notamment de 1^{ère} transformation.
- Diversifier l'agriculture (transformation et développement de produits biologiques et locaux).
- Valoriser la filière semences (CUMA)

Enjeu 10 : Préservation du foncier agricole assurant un rôle économique et paysager.

- Accompagner le développement d'une agriculture de proximité (stratégie foncière agricole)
- Encourager le développement de l'Agriculture Biologique en particulier dans les zones de captage (sécurisation des projets de conversion et approvisionnement des restaurations collectives).
- Soutenir le développement des circuits alimentaires de proximité et en restauration collective.
- Valoriser les produits et les acteurs de la filière alimentaire (articulation des démarches qualité : C du Centre et Terres d'Eure et Loir).

L'ADN du territoire du Cœur de Beauce est la production agricole et industrielle, c'est la base de son économie. Le territoire Cœur de Beauce représente 20 % de la surface agricole utile de l'Eure-et-Loir. 91 % de la superficie de la Communauté de Communes est dédiée à l'agriculture, soit environ 90 323 ha. En 20 ans, suivant le critère du produit intérieur brut généré par l'agriculture, l'Eure-et-Loir est passée du 59^{ème} au 9^{ème} rang.

La surface agricole utile (SAU) est composée à 99% de terres arables utilisées pour les grandes cultures. L'agriculture est essentiellement céréalière, celle-ci occupe 68% des terres labourables.

Le territoire de la communauté de communes est bien couvert par les unités aval concernant les pomme de terre et oignons, un réseau plus extensif que celui des sucreries basées sur un modèle industriel. Le territoire ne compte aucune conserverie.

La diversification des productions s'est appuyée sur le développement des cultures à plus forte valeur ajoutée. Notamment la pomme de terre et l'oignon, dont la valeur ajoutée brute à l'hectare est 5 à 6 fois supérieure à celle du blé (voir le graphique ci-contre). Cette diversification nécessite proportionnellement moins de surface grâce entre autre à l'irrigation. Elle a été possible par la volonté des acteurs de développer de nouvelles formes de valorisation locale et l'augmentation des compétences, entre autres proposées par les entreprises de travaux agricoles.

A noter également le développement de productions plus spécifiques comme la patate douce et aussi l'émergence de plusieurs projets de transformations directement à la ferme : production de pâtes, fabrication de pain Bio,...

Pour poursuivre la diversification, il faut favoriser l'émergence de débouchés locaux. Il semble que l'émergence d'un réseau local de valorisation des productions agricoles s'appuyant sur des structures de transformation à petite ou moyenne échelle soit une piste à creuser.

En parallèle, il faut également rester attentif à l'accueil de projets à dimension industrielle et pour cela faire valoir nos atouts : la proximité de grandes agglomérations, l'accessibilité par le réseau routier national, la production locale, les compétences (à condition de les connaître et les répertorier, et si nécessaire de les développer).

La Communauté de Communes Cœur de Beauce en partenariat avec le Pays Dunois, travaille sur la valorisation des circuits courts : des actions de mise en réseau et de communication vont être engagées en 2019, en parallèle des actions du Département d'Eure et Loir.

AXE A3 : Economie agricole	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 04 : Développement de l'agriculture biologique	72 200 €	72 200€	0 €
Mesure N° 05 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité (circuits courts)	50 000 €	50 000 €	0 €
Mesure N° 05-4 : projet alimentaire de territoire et système alimentaire territorialisé	0 €	0 €	0 €
Mesure N° 07 : Acquisition de matériels en commun dans le cadre de filières régionales (n'est plus mobilisable depuis Avenant n°2)	34 100 €	34 100 €	0 €
TOTAL	156 300 €	156 300 €	

DESCRIPTIF SOMMAIRE DES PROJETS IDENTIFIES

Mesure 04

Reprise d'une activité de maraîchage Biologique à Voves

Maître d'ouvrage : SCOP au Potager de la Ferme dans le Vent
Montant estimatif du projet : 57 000 €

Contenu : dans le cadre de la reprise de l'activité maraîchage Biologique de l'EARL de la Métairie : matériel (houe maraîchère) et irrigation (aspersion 2 serres)

Echéancier : 2015

Projet réalisé en 2015 mais sans aide CRST. Cessation d'activité en 2018.

Mesure 05

Fabrication artisanale de chips à la ferme

Maître d'ouvrage : Exploitation agricole MAISONS

Montant estimatif du projet :

Contenu : M. MAISONS, exploitation agricole, cultive des pommes de terre de plein champ et fournit l'entreprise Parmentine. Il projette de diversifier son activité en cultivant une nouvelle variété de pomme de terre destinée à la fabrication artisanale de chips à la ferme. Le projet est porté avec son fils, dans le cadre d'une SARL. La chaîne de

Projet réalisé en 2015 mais sans aide Régionale finalement.

production ainsi que l'achat d'un véhicule de livraison sont financés dans le cadre d'un CAP Industrie. Le reste des investissements est porté par l'exploitation agricole : aménagement de la grange qui va recevoir la chaîne de production et acquisition de caisson frigorifique pour le stockage des pommes de terre.
Echéancier : 2015

NOUVEAUX PROJETS IDENTIFIÉS AU BILAN :

Achat de matériel dans le cadre d'une conversion Bio

Maître d'ouvrage : SCEA La Croix des Champs

Montant estimatif du projet : 61 500 €

Contenu : Acquisition d'un nettoyeur – séparateur afin de trier les graines récoltées en même temps dans le cadre de cultures associées.

Etat d'avancement du projet : dossier CRST complet.

Echéancier : Investissement prévu 2^{ème} semestre 2019

Achat de matériel dans le cadre d'une conversion Bio

Maître d'ouvrage : M. Guillaume DEBAISIEUX

Montant estimatif du projet : 78 800 €

Contenu : Acquisition d'un nettoyeur – séparateur et d'une herse étrille.

Etat d'avancement du projet : dossier CRST complet.

Echéancier : Investissement prévu courant 2019

Projet pressenti :

- Création d'un chai à la ferme – M. Rodolphe Couturier

Développement de l'agriculture biologique

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir l'emploi agricole non délocalisable sur le territoire régional - Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau, de l'air et des paysages - Amplifier le rythme de conversion des surfaces à l'agriculture biologique et conforter les surfaces converties conformément au SRDEII
Contenu	Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP' Filière)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Biocentre - Structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<p>35% (exploitants individuels) – soit une bonification de 10 points par rapport à un producteur conventionnel</p> <p>Bonification de 5 points pour tout nouvel installé (depuis moins de 5 ans, cumul 40%)</p> <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 000 € minimum - 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle - 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	Attestation de certification AB de l'année
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Surfaces concernées en conversion et en maintien

Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non délocalisable) sur le territoire régional - Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques - Limiter le transport des productions agricoles - Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs - Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective
Contenu	Investissements de production, transformation, commercialisation, liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles, structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - 25% en individuel (quelle que soit la forme juridique de l'exploitation) <p>Bonification de 10 points pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans - agriculteur biologique <p>... dans la limite de 40%</p> <ul style="list-style-type: none"> - 35% en structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure) <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 000 € minimum - 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle - 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	<p>Investissements éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissements relatifs à la transformation et à la commercialisation (matériels, locaux) liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme - Investissements de production liés à une diversification représentant, ou relatifs à une niche économique, s'ils ne relèvent pas d'un CAP Filière
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'Ha artificialisés

Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire Territorialisé

<p>Sens de l'action régionale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner la création de PAT, puis de SAT, par la mise en réseau des acteurs et la relocalisation de l'alimentation, pour le développement économique local et l'accès à une alimentation de qualité, AB, pour tous : <ul style="list-style-type: none"> * Mise en place d'un PAT * Installation de nouveaux acteurs économiques (producteurs, transformateurs) et mise à disposition de foncier, selon les principes retenus pour les SAT dans la Région Centre Val de Loire * Mise en place de la gouvernance d'un SAT - Maintenir et développer l'emploi local non-délocalisable, et développer la valeur ajoutée des exploitations agricoles - Promouvoir l'image des territoires à travers des produits de terroir - Répondre à l'attente des citoyens en matière d'alimentation durable et de santé - Concourir à la préservation de terres arables dans les zones péri-urbaines, à la lutte contre le réchauffement climatique, à la préservation de la biodiversité via des modes de production agro-écologiques et respectueux <p><i>La définition des principes des systèmes alimentaires territorialisés constitue une action à part entière de la Stratégie Régionale en faveur de l'Alimentation articulée autour de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la restauration collective, levier de changement - la gastronomie et les terroirs vitrine de l'art de vivre en région - les acteurs économiques : relever le défi de la qualité nutritionnelle - l'éducation pour les initiatives citoyennes et une alimentation durable - les systèmes alimentaires territoriaux : accompagner l'émergence dans les territoires
<p>Types de projets ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - ingénierie accompagnant les démarches de « Projet Alimentaire territorial » (diagnostic partagé, sensibilisation, programme d'actions, outils d'évaluation...) ou l'émergence et la structuration de démarche de « Système Alimentaire Territorialisé » (visant à tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire), selon une méthodologie collaborative et intégrative des acteurs afin d'assurer une gouvernance territoriale partagée : l'accompagnement d'un projet collaboratif pourra relever du dispositif A Vos ID - investissements visant à faciliter le rapprochement producteurs/consommateurs, l'installation de nouvelles activités liées à la création d'un SAT, l'approvisionnement de la restauration collective, la mutualisation d'outils de stockage, livraison, conditionnement, préparation, l'aménagement et la mise à disposition de foncier par les collectivités (ferme-relais ...) - y compris études de faisabilité amont. Concernant la restauration collective, sont éligibles les investissements dédiés au stockage et à la transformation de produits locaux. Sont exclus la mise aux normes et le renouvellement de matériel courant. <p><i>NB : les investissements des producteurs (agriculteurs, associations d'insertion) favorisant le développement d'une offre sur le territoire (production, transformation, commercialisation) sont accompagnés au titre des cadres n°4, 5 et 8.</i></p>
<p>Financement régional</p>	<p>Maîtres d'ouvrages : Collectivités, syndicats mixtes, établissements publics, associations, notamment AMAP, et chambres consulaires à la condition d'être intégrées dans une démarche collective publique</p> <p>Privés dans le cadre d'une démarche collective (ex : maison de retraite, établissement d'enseignement)</p> <p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ingénierie internalisée ou externalisée menée à l'échelle d'un territoire, défini au regard du bassin de vie ou de consommation auquel il appartient. - dépenses de communication et d'animation <p><i>Il ne peut s'agir du financement de missions préexistantes ou de missions classiques de la structure support</i></p>

- investissements s'inscrivant dans la démarche SAT (de type plate-forme logistique, légumeries, magasin de producteurs, véhicules de livraison, mise à disposition de foncier...)

Taux d'intervention :

- 60% maximum des frais d'animation et des frais d'ingénierie dans la limite de trois ans
- 40 % investissements
- Subvention minimum 2 000 €, plafonnée en cas de maîtrise d'ouvrage privée (ex : maison de retraite de droit privé) à 30 000 €

En cas de projet immobilier :

- ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- ❖ Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Conditionnalités spécifiques :

Association de la Région au comité de pilotage de suivi de la démarche et à toutes les étapes de conception et de validation du projet

Modalités

- ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
- ✓ L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

Indicateurs d'évaluation

Nombre d'emplois créés
 Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
 Volume de productions concernés (créés, traités, commercialisés ...)

Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie d'Orléans :

Enjeu 6 : Développement du tissu artisanal et commercial de proximité et de l'Economie Sociale et solidaire (ESS).

- Favoriser les initiatives visant au développement de l'ESS et soutenir l'entrepreneuriat ESS (Santé, Insertion, Agriculture...).

Bassin de vie de Chartres :

Enjeu 5 : Stimulation de l'entrepreneuriat et développement de l'économie résidentielle.

- Favoriser un développement adapté et équilibré des activités de services aux personnes (ESS)

La Communauté de Communes ne compte qu'une seule Entreprise d'Insertion, le Jardin SOLIBIO, situé à Voves. Il s'agit d'un jardin d'insertion par le maraîchage biologique créé sous forme associative en 2010, adhérent du réseau Jardin de Cocagne.

Chaque semaine, des paniers de légumes Bio sont distribués aux 200 adhérents de la communauté de Communes mais aussi des territoires voisins : Châteaudun, agglomération de Chartres... d'un point de vue social, 170 maraîchers sont passés par le jardin depuis sa création, et la structure enregistre le meilleur taux de sorties dynamiques du département avec 62%. La structure envisage de se développer pour améliorer les conditions d'accueil des salariés.

Solibio envisage la construction d'un bâtiment éco-exemplaire pour les bureaux, vestiaires et réfectoire pour les salariés, stockage du matériel et conditionnement des légumes. Le bâtiment pourra être mutualisé avec d'autres associations ou groupement de producteurs locaux. Il est prioritairement fléché vers le dispositif ID en Campagne-Investissement.

AXE A4 : Economie Sociale et Solidaire	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 08 : Insertion par l'Activité Economique	0 €	0 €	
TOTAL	0 €	0 €	

Insertion par l'Activité Economique des personnes en difficultés

Régimes d'aide	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME ou - régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale ou <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficultés et handicapées
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • S'articuler avec une convention de partenariat économique signée entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>⇒ Acquisition de foncier lié au développement de l'activité de la structure</p> <p>⇒ Aide à l'investissement immobilier (y compris acquisitions foncières et immobilières) pour permettre le développement de l'activité de l'association</p> <p>⇒ Aménagements productifs, équipement et matériels nécessaires pour le développement de l'activité de l'association (machines, outils, acquisition de véhicule...)</p> <p>⇒ Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire</p> <p>Domaines d'activités : agriculture bio, maraîchage, services à la personne, éco-construction, éco-conception, entretien des espaces verts, collecte et recyclage d'objets de récupération...</p>
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Structures agréées au titre de l'Insertion par l'activité Economique (IAE) : Association Intermédiaires (AI), Entreprise d'Insertion, Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Atelier et chantier d'insertion (ACI) - Entreprises Adaptées (EA) et Etablissement ou Services d'Aide par le Travail (ESAT) - Régies de quartier <p><i>Les opérations en maîtrise d'ouvrage publique relèvent du cadre de référence n°2 ou 3.</i></p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Taux : 40% si l'opération ne relève pas d'une aide d'Etat • Subvention minimum 2 000 € • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Agrément de la structure par les services compétents (Etat, DIRECCTE ...)</p> <p>Pour les projets immobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées



**Indicateurs
d'évaluation**

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nombre de personnes insérées à leur sortie du dispositif (CDD de plus de 6 mois, CDI, alternance)
- Nombre de personnes handicapées insérées

Axe A6 : Economie touristique

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie de Chartres :

Enjeu 13 : élaboration et promotion de courts séjours (Route du blé en Beauce, accueil camping caristes...).

Le territoire de la Communauté de Communes Cœur de Beauce bénéficie d'une position géographique plutôt favorable aux portes de l'Île de France et du Val de Loire, mais son positionnement sur des grands axes (A10, RD2020...) en font un territoire de passage. Le territoire a du mal à retenir les clientèles touristiques du fait de la faiblesse de l'offre d'hébergement marchand, malgré un développement significatif ces dernières années (270 lits marchands en 2015). L'offre hôtelière est également très limitée à un seul établissement en mesure de générer des séjours d'agrément (le Quai Fleuri à Voves). Néanmoins on constate que les chiffres de fréquentation sont légèrement supérieurs aux chiffres du Département : meublés (chambres d'hôtes...) : 30 semaines/an et l'hôtellerie : 70 % de taux d'occupation.

On dénombre 4 salles de réception, qui pour certaines offrent une possibilité d'hébergement sur place. Le marché des réceptions peut donc être un vecteur de développement économique pour le territoire.

Côté restauration, l'offre est également très faible avec seulement 6 établissements sur tout le territoire dont 2 qui mettent en avant les produits locaux.

Il y a un enjeu particulier sur le secteur géographique du sud de la communauté de communes : la Maison de la Beauce à Orgères en Beauce, accueille chaque année près de 15 000 visiteurs (dont 5000 scolaires), mais ces visites génèrent très peu de retombées économiques localement du fait de l'absence de restaurant ou café à proximité. La réouverture en 2018 de deux restaurants à Orgères-en-Beauce devrait permettre de palier ce déficit particulièrement prégnant dans ce secteur du territoire.

Le Musée de la Guerre de 1870 à Loigny la Bataille (5 minutes d'Orgères en Beauce) réouvert en 2017, a accueilli 4 110 visiteurs en 2018 et devrait accueillir plus de 5000 visiteurs à terme. La CCCB devra avoir une politique d'incitation à la création d'hébergement et de services dans ce secteur géographique à proximité de ces deux sites touristiques phare du territoire et pouvant générer des flux vers les autres sites touristiques (châteaux, moulins...). Deux projets d'hébergements touristiques sont en cours : un de gîte de groupe à Bazoches en Dunois adossé à une salle de réception, et un hôtel haut de gamme à Fontenay-sur-Conie.

En terme d'activités de loisirs et de pleine nature, l'offre en circuits aménagés pour la pratique des randonnées est encore très limitée et une partie importante du territoire est non configurée pour la pratique des activités de pleine nature.

Enfin, le territoire ne dispose pas encore d'une organisation touristique spécifique : la communauté de communes va se doter à partir du 1er janvier 2019 d'un Office de Tourisme intercommunal qui sera géré par l'association La Maison du Tourisme Cœur de Beauce (anciennement Maison de la Beauce).

Pour son développement touristique, le territoire doit saisir les opportunités suivantes issues de l'atelier tourisme organisé avec les prestataires touristiques en mars 2018 :

Les enjeux en matière de développement touristique :

- Développer une offre d'hébergements marchands
- Mettre en place la taxe de séjour
- Créer un office de tourisme (prévu au 01/01/2019)

AXE A6 : Economie touristique	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure 14 : Sites et accueil touristiques	0 €	0 €	
TOTAL	0 €	0 €	

Sites touristiques et lieux d'information touristique

Régimes d'aide	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser un accueil touristique de qualité à l'échelle de destinations pertinentes - Maintenir et créer des emplois non délocalisables - Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction du Tourisme du Conseil régional en amont de la définition du projet (et le cas échéant, Direction de la Culture)
Contenu	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite, espaces naturels, et sites de loisirs de plein air) :</u> Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles touristiques et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation, outils de communication</p> <p><u>Pour les lieux d'information touristique :</u> Etudes stratégiques, aménagements de locaux, développement de supports de communication et acquisition de matériels numériques</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Sites touristiques : EPCI, PETR, Syndicats de pays, propriétaires privés, associations, communes</p> <p>Lieux d'information touristique : EPCI, PETR, Office de tourisme, EPIC, association</p>
Financement régional	<p>25 % pour les investissements 50 % pour les études stratégiques et la communication</p> <ul style="list-style-type: none"> • Subvention minimum 2 000 € • Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €. • Le plafond d'aide régionale peut être porté, exceptionnellement, à 100 000 € dans le cas d'un projet au rayonnement avéré. <p>Pour les projets publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite et de plein air) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité économique et touristique pour tout projet de création - Labellisation « accueil vélo » obligatoire pour les sites situés à moins de 5 km d'un itinéraire touristique cyclable balisé <p><u>Pour les lieux d'information touristique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mutualisation des structures d'accueil et d'information touristique à l'échelle d'une destination touristique reconnue (présentation de la stratégie commune et de la mutualisation des moyens) - Classement national (après l'opération) - Sur les outils et supports de communication, la Région se prononcera au cas par cas sur présentation des opérations en amont <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

B1 : Services à la population

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie d'Orléans :

Enjeu 6 : Développement du tissu artisanal et commercial et de l'Economie Sociale et Solidaire.

- Soutenir la création et le développement du tissu artisanal et commercial de proximité

Enjeu 12 : Résorption des carences en matière d'offre de soins

- Enrayer la désertification médicale (projet territorial de santé)

Enjeu 13 : Renforcement des pôles intermédiaires et de proximité, face à un desserrement résidentiel qui ne faiblit pas

- Développer l'offre de services pour la petite enfance, l'enfance et les jeunes

Bassin de vie de Chartres :

Enjeu 16 : Présence d'un socle d'équipements, de commerces, de services adaptés sur l'ensemble du bassin de vie

- Améliorer l'offre de services à l'enfance et à la jeunesse (offre de garde collective et itinérante sur les secteurs les plus déficitaires)
- Anticiper les besoins pour les personnes âgées
- Maintenir une offre commerciale de proximité (encourager les opérations collectives visant à renforcer les fonctions de centralité des pôles relais comme Voves.)

Enjeu 17 : maintien de la présence médicale et organisation de l'offre de soins

- Favoriser l'émergence de projets territoriaux de santé

La Communauté de Communes Cœur de Beauce connaît une problématique de désertification médicale surtout prégnante dans le secteur de Janville-Toury, Orgères en Beauce et Sainville.

2 Maisons de santé pluridisciplinaires sont gérées directement par la Communauté de Communes Cœur de Beauce :

- MSP de Janville : 2 généralistes, 4 infirmières, 1 kiné, 1 dentiste, 1 orthophoniste, 1 podologue, permanences de psychologue, diététicienne, PMI...
- MSP d'Orgères-en-Beauce : 1 généraliste, 1 dentiste, 2 infirmières, 1 ostéopathe, 1 permanence de podologue et de psychologue, PMI...

2 projets de MSP en cours : une à Les Villages Vovéens (communale –ouverture) et une à Toury (intercommunale – ouverture mi-mars 2019)..

A noter la présence de cabinets médicaux ou infirmiers permettant d'assurer la proximité des soins :

- Cabinet médical (Généraliste) à Voves, Sainville, Fresnay l'Evêque, Ymonville, Ouarville, Terminiers
- Cabinet infirmier intercommunal à Gouillons
- Cabinet de dentistes à Voves.

Malgré tout, la situation médicale reste fragile sur le territoire, et il est nécessaire de poursuivre la politique volontariste d'accueil de nouveaux professionnels de santé. En 2018, trois médecins ont quitté les communes de Janville, Toury et Sainville. Le départ du médecin sur Janville a été pallié par l'arrivée d'un second médecin à la maison de santé en janvier 2019.

A ce jour nous comptabilisons 12 médecins sur le territoire communautaire soit 48 médecins généralistes pour 100 000 habitants, ce qui équivaut à une moyenne relativement faible.

Dans l'objectif de lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé, un Contrat Local de Santé a été signé le 16 avril 2018 entre la Préfecture d'Eure-et-Loir, l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire, le Conseil Régional Centre-Val de Loire, le Conseil Départemental d'Eure-et-Loir, la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale d'Eure-et-Loir et la Communauté de Communes Cœur de Beauce.

Certaines actions de communication pourront être co-financées dans le cadre du CRST (guide parentalité, annuaire des professionnels de santé...) tout comme l'animation du CLS jusqu'en 2021.

Par ailleurs, pour pallier à la fermeture de certains services publics en milieu rural, la Communauté de Communes a ouvert 3 Maisons de Services au Public à Orgères en Beauce, Janville et les Villages Vovéens.

Enfin, concernant la politique enfance-jeunesse, une étude a été réalisée en 2018 sur les besoins des familles en matière de services pour la petite enfance, l'enfance et la jeunesse qui débouchera en 2019 à la signature d'une convention territoriale des Services aux Familles avec la CAF d'Eure et Loir.

La priorité sera donnée en 2019 à l'achèvement de la couverture territoriale pour le service du RAM (extension sur le secteur Voves et Sainville). Les actions parentalité expérimentées depuis 2016 grâce au soutien du dispositif A Vos ID vont être pérennisées et étendues à tout le territoire (notamment les ateliers d'éveil enfants-parents). L'offre d'accueil de loisirs des 3-11 ans va également s'étoffer avec la projection de construction de 2 pôles enfance-jeunesse à Orgères en Beauce puis à Voves à l'horizon 2020.

AXE B1 : Services à la population	Crédits réservés	Investissmt	Fonctnt
Mesure N°15 : MSP et autres structures d'exercices regroupés	140 000 €	140 000 €	
Mesure N°15-1 : Plan Local de Santé	0 €		47 400 €
Mesure N°19 : Structure d'accueil petite-enfance	41 300 €	41 300 €	
Mesure N° 20 : Accueil extrascolaire	200 000 €	200 000 €	
TOTAL	428 700 €	381 300 €	47 400 €

Mesure 19 : Structures d'accueil petite enfance (0-3 ans)

<p>Création d'une Maison d'Assistantes Maternelles Voves</p> <p><u>Maître d'ouvrage</u> : Communauté de Communes de la Beauce Vovéenne</p> <p><u>Montant estimatif du projet</u> : 200 000 €</p> <p><u>Contenu</u> : Acquisition d'une maison d'habitation pour la transformer en Maison d'Assistantes Maternelles. La gestion sera confiée à une association d'assistantes maternelles.</p> <p><u>Avancement du projet</u> : Compromis de vente signé le 30 janvier 2015 (signature définitive après accord des subventions).</p> <p><u>Date d'éligibilité des dépenses</u> : 1^{er} Janvier 2015</p>	<p>Projet réalisé.</p> <p>La MAM « Les Petits petons » dispose d'une capacité d'accueil de 16 places.</p> <p><u>Subvention allouée : 41 300 €</u></p>
---	--

Mesure 20 : Accueil extra-scolaire et locaux jeunes

NOUVEAUX PROJETS IDENTIFIES AU BILAN :

Construction d'un Pôle enfance-Jeunesse à Orgères-en-Beauce

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes Cœur de Beauce

Montant estimatif du projet : 1 000 000 €

Contenu : ensemble ALSH et accueil adolescents suite à une étude réalisée à l'échelle de la CC sur l'enfance et la jeunesse.

Etat d'avancement du projet : MOE retenu : Isabelle Lecomte, Architecte DPLG

Echéancier : Consultation des entreprises en septembre, début des travaux novembre 2019 pour 12 mois

A noter que si l'option préau est retenue, celui-ci sera exclu des dépenses car mutualisé avec l'école maternelle.

Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures d'exercice regroupé

Sens de l'action régionale

En application d'un des volets du Plan Santé :

- Réduire la fracture médicale en :
 - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes
 - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé
- Accompagner les mutations en matière de pratique médicale

Pré-requis inscrits au cahier des charges du CPER 2015- 2020

Associer les services de la Région, du SGAR et de l'ARS en amont de l'élaboration du projet immobilier, notamment dans le cadre d'une réunion de présentation du projet en présence notamment des professionnels engagés dans le projet de santé

Contenu

L'ensemble des projets éligibles au cahier des charges du CPER 2015-2020, et à ses éventuelles modifications.

Maitres d'ouvrage

Collectivités territoriales et leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux)

Financement régional

Les taux d'intervention et plafonds de subvention sont ceux indiqués dans le cahier des charges du CPER.

Subvention minimum 2 000 €

- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<p>Communes à l'ensemble des structures d'exercices regroupés</p> <ul style="list-style-type: none"> - CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée² - DEFINITION D'OBJECTIFS ET D' ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients. <u>Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.</u> - RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (exemples : salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...) <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé

« Projets locaux de santé »

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes - améliorant l'accès aux soins - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé • Accompagner la mutation en matière de pratiques médicales
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil régional en amont (notamment validation du cahier des charges du CLS et association au choix du prestataire, validation en amont par la Région du budget prévisionnel de la structure d'accueil du médecin salarié).
Contenu	<p>1/ Création d'un poste d'animateur du Contrat local de santé</p> <p>2/ Aide au démarrage pour une Communauté professionnelle territoriale de Santé (CPTS)</p> <p>3/ Actions de communication, visant à promouvoir la santé et l'attractivité du territoire régional</p> <p>4/ Expérimentation d'un fonds d'amorçage pour encourager les projets d'installation salariée portée par des communes ou des EPCI</p>
Maitres d'ouvrage	Collectivité territoriale, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, établissement public de santé (hôpitaux locaux), structure porteuse d'une CPTS
Financement régional	<p>1/ Financement à 50% sur la durée du Contrat Local de Santé et son élaboration</p> <p>2/ Forfait de 20 000 € pour l'année de démarrage de la CPTS</p> <p>3/ Taux de 30%</p> <p>4/ taux de 25% du reste à charge pour le porteur de projet (plafond de 50 000 €, sur la base du salaire moyen d'un médecin généraliste en début de carrière). La mesure porte sur les 2 premières années de l'expérimentation.</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>1/ Co-financement sous réserve du financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS)</p> <p>2/ Validation de la CPTS par l'ARS</p> <p>3 / Les opérations devront s'inscrire dans le Contrat Local de santé. Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support.</p> <p>4/ l'expérimentation ne concerne que les territoires carencés et dans lesquels un CLS a permis de constater l'insuffisance de l'offre libérale, notamment pour s'engager dans un projet d'exercice regroupé.</p>
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre d'emplois créés</p> <p>Nombre de professionnels adhérant à la CPTS</p>

Structures d'accueil petite enfance (0-3 ans)

Avec adaptation

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir aux parents le choix entre différents modes de garde quelle que soit la situation géographique (ville ou zone rurale) - Répondre aux besoins de familles ayant des contraintes spécifiques (situation de travail précaire, parents ayant des horaires de travail atypiques, parents d'enfants présentant un handicap, familles monoparentales,...)
Contenu	<p>Création / aménagement / réhabilitation de crèches collectives, structures multi accueil micro-crèche, halte-garderie, Relais Assistantes maternelles (RAM), <u>Maison d'assistantes maternelles</u></p> <p>Ces équipements peuvent être gérés par une collectivité locale, une association (avec le soutien de financements publics), une entreprise privée.</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, Communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <p><u>Investissement</u> : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier et équipements (lié à la création de places)</p> <p>Taux de subvention :</p> <p><u>Investissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30% pour les projets permettant la création de places nouvelles - 20% pour les projets permettant le maintien de places existantes - Bonification de 10 points (non-cumulative) pour les structures : <ul style="list-style-type: none"> • dont la gestion est assurée par une association (soutien à l'ESS) • disposant de personnels dédiés à l'accueil d'enfants handicapés • disposant d'une offre de services pour les parents en horaires de travail atypiques (avant 7h00, après 19h00, week-end, jours fériés); • dont l'organisation du service permet l'accueil des enfants de parents en insertion ou en formation professionnelle (places réservées, partenariat avec un organisme de formation ou des structures d'insertion...); • en gestion écoresponsable (label « écolo-crèche » ou démarche « éco-crèche » ou équivalent) <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Avis de la CAF - Pour la bonification gestion écoresponsable : présentation de la démarche et attestation de label ecolocrèche ou équivalent <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de places de garde créées • Nombre de places de garde maintenues • Nombre de places pour les enfants handicapés

Accueil extrascolaire et locaux jeunes

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir des activités de loisirs aux jeunes
Contenu	Création / aménagement de locaux d'animation et d'accueil pour les jeunes, d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), de locaux dédiés à l'accueil périscolaire
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier</p> <p>Taux de subvention : 20% pour les projets permettant le maintien d'un service 30% pour les projets permettant la création d'un service Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. <ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Pour l'accueil périscolaire, il doit prendre place dans un bâtiment dédié ou dans une partie du bâtiment clairement identifiable et spécifiquement dédié - Avis de la CAF <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de places créées en ALSH • Nombre de places maintenues en ALSH



Axe B2 : Développement de l'accès à la culture

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie d'Orléans :

Enjeu 13 : Renforcement des pôles intermédiaires et de proximité, face à un desserrement résidentiel qui ne faiblit pas

- Soutenir la constitution d'un maillage d'équipements culturels et sportifs de proximité (dans les zones les plus carencées et priorité aux réhabilitations d'équipements existants)
- Mutualisation et mise en réseau des structures culturelles

Bassin de vie de Chartres :

Enjeu 16 : Présence d'un socle d'équipements, de commerces, de services adaptés sur l'ensemble du bassin de vie

- Soutenir la constitution d'un maillage cohérent d'équipements sportifs et culturels

Les collectivités et notamment les anciennes Communautés de Communes ont pu réhabiliter certains de leurs équipements culturels et artistiques devenus inadaptés aux pratiques (ex. : école de musique intercommunale de Voves, médiathèque de Janville ou encore d'Orgères-en-Beauce).


La Communauté de Communes Cœur de Beauce se retrouve donc à gérer bon nombre de ces équipements : école de musique intercommunale (3 pôles), salle de spectacle l'Eole, Médiathèque intercommunale, Musée de la Guerre de 1870. Afin de structurer d'avantage l'offre culturelle du territoire, une demande de PACT a été déposée fin 2018.

Certains équipements structurants comme les médiathèques restent du ressort communal : Toury, Janville et Les Villages Vovéens. Ces derniers envisagent le déplacement de l'actuelle médiathèque devenue trop petite pour envisager son développement.

La mesure 18-1 « Musée d'intérêt local » est créée pour accompagner les initiatives locales engagées dans une démarche culturelle de valorisation du patrimoine. Parmi elles, le Musée Farcot de Sainville (Musée de France) rassemble la collection d'objets de voyage d'un Docteur du village de Sainville. Quant au Musée de la Guerre de 1870, il poursuit son développement fort des 4 110 visiteurs accueilli la 1^{ère} année de la réouverture.


AXE B2 : Développement de l'accès à la culture	Crédits réservés	Investissmt	Fonctnt
Mesure 16 : Salle support d'une programmation culturelle	0 €		
Mesure 17 : Equipements de lecture publique	0 €	0 €	
Mesure 18-1 : Musée d'intérêt local	199 700 €	199 700 €	
TOTAL	199 700 €	199 700 €	

***Salles de spectacles support
d'une programmation culturelle significative***

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'offre de diffusion culturelle et artistique pour permettre un meilleur maillage du territoire régional, favoriser l'accès à la culture au plus grand nombre • Développer les équipements adaptés au déploiement des politiques culturelles locales et participant à l'attractivité du territoire • Permettre aux artistes soutenus par la Région Centre de se produire sur le territoire régional
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration préalable d'un projet culturel en associant la Direction de la Culture de la Région (formalisation sur la base du formulaire régional) au regard du maillage existant en salles de spectacles accessibles en 30 mn, du planning prévisionnel d'occupation de la salle, du nombre de spectacles professionnels envisagés, du budget artistique prévu ...
Contenu	<p>Création ou amélioration de salles de spectacles Acquisition de matériel scénographique (sonores, éclairage,...)</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Communes, EPCI, structures privées</p>
Financement régional 	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond d'aide régionale peut être exceptionnellement porté à 100 000 € si le projet s'inscrit dans une logique de tiers lieux culturels et artistiques tels que la collectivité les définit et répond notamment aux ambitions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'implication financière des collectivités, - L'accueil d'équipes artistiques dans la durée (permanence) ou de manière temporaire (ex : résidence) - Des logiques de coopération, mutualisation, partage du lieu et des compétences entre acteurs, - la programmation ne comporte pas plus d'un tiers des productions des équipes artistiques gérant les lieux.

Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets de construction ou de réhabilitation doivent comporter une analyse acoustique et scénographique - Le projet doit programmer des artistes soutenus par la Région Centre ou qui sont accompagnés par un pôle régional ou structure associée (partenaires de la Région accompagnant les artistes dans leur professionnalisation) - Le projet devra faire apparaître la mise en place de moyens humains pour assurer la pérennité du projet, qui devront représenter au minimum un équivalent temps plein - Le gestionnaire de la salle s'engage à mettre en place une tarification sociale (notamment en acceptant les chèquiers CLARC) <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Equipements de lecture publique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter la couverture régionale en matière de lecture publique pour pallier des carences d'équipements sur certains territoires • Favoriser l'adaptation et la montée en gamme des services rendus pour répondre aux besoins des habitants et à l'évolution des usages • Affirmer le rôle des équipements de lecture publique comme des lieux support d'animation culturelle de proximité
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet
Contenu	Aménagement de locaux, équipements en mobilier dans le cas de la création d'un équipement nouveau ou d'une extension
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional 	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - En cas de création, le porteur de projet devra faire la démonstration de l'opportunité du projet au regard du maillage existant accessible en vingt minutes - Les projets s'inscrivant dans un réseau permettant la mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (fonds documentaires) et d'équipements sont privilégiés <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

Musée d'intérêt local

CADRE SPECIFIQUE

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Valoriser le patrimoine local • Compléter l'offre culturelle et muséale locale
Contenu	Travaux de construction ou de rénovation, équipements en mobilier (vitrines...), matériel scénographique, communication
Maîtres d'ouvrage	Collectivité ou leur groupement, aménageur ou association
Financement régional	Taux de subvention de 25 %

Modalités

Tout musée doit obtenir le label Musée de France.
Présentation du projet scénographique à la Région

Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nombre de visiteurs par an

Axe B3 : Sport

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**Bassin de vie d'Orléans :****Enjeu 13 : Renforcement des pôles intermédiaires et de proximité, face à un desserrement résidentiel qui ne faiblit pas**

- Soutenir la constitution d'un maillage d'équipements culturels et sportifs de proximité (dans les zones les plus carencées (en particulier la CC de la Beauce d'Orgères) et priorité aux réhabilitations d'équipements existants)
- Mutualisation et mise en réseau des structures culturelles

Bassin de vie de Chartres :**Enjeu 16 : Présence d'un socle d'équipements, de commerces, de services adaptés sur l'ensemble du bassin de vie**

- Soutenir la constitution d'un maillage cohérent d'équipements sportifs et culturels

Le territoire a réalisé une amélioration récente et significative de son offre d'équipements, particulièrement dans le domaine sportif. Des efforts importants dans la remise à niveau des équipements de proximité ont été consentis. Plusieurs équipements « structurants » ont aussi vu le jour : salles omnisports, dojos, piscine... mais de nouveaux projets structurants sont envisagés comme la construction d'un stade synthétique à Ymonville pour la pratique du football.

AXE B3 : Sport	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N° 22 : Equipements sportifs et de loisirs	355 900 €	355 900 €	
TOTAL	355 900 €	355 900 €	

Mesure 22**Construction d'une piscine intercommunale à Voves (2^{ème} phase)**

Maître d'ouvrage : Communauté de communes de la Beauce Vovéenne

Montant estimatif du projet : 793 796 € HT

Contenu :

La phase 1 consistait en la création d'un bassin constitué de 4 lignes d'eau à vocation sportive et un bassin d'apprentissage et de ses dépendances (vestiaires, sanitaires, ...). Elle a été financée dans le contrat 3G (757 900 € de subvention régionale pour la 1^{ère} tranche)

L'objet de la phase 2 est de démolir la piscine existante pour y reconstruire un espace bien-être constitué d'un sauna, hammam, salle de fitness, salle de cardio et spa norvégien.

Avancement du projet :

Début de la phase 2 prévu fin 2015 après réception des travaux de la phase 1.

Date d'éligibilité : 1^{er} Janvier 2015

Projet réalisé.

L'équipement a ouvert en 2016. 4 lignes de 25m et 2 bassins ludiques.

Un espace bien-être et fitness ouvert début 2017 avec hammam, sauna, salle de fitness et cardio.

En 2018, le complexe a accueilli un peu plus de 32 200 nageurs (dont 11 175 scolaires).

Subvention allouée : 146 100 €

Construction d'une salle omnisport à Fresnay l'Evêque (2^{ème} phase)

Maître d'ouvrage : Commune de Fresnay l'Evêque

Montant estimatif du projet : 800 000 € HT

Contenu :

Le bâtiment sera composé de 3 espaces fonctionnels :

- **Salle n°1 (200 m²)** : pratique des disciplines sportives et artistiques ou de loisirs détente (gym volontaire, danse fitness, tonification musculaire...). Salle équipée d'une scénette d'animation et de locaux de service (sanitaires, office/laverie).
- **Salle n°2 (181 m²)** : pratique des sports individuels ou d'équipe (ping-pong, badminton, arts martiaux, ...) et locaux de services.
- **Hall commun (61m²)** desservant les 2 salles d'activités : il permet une utilisation commune ou indépendante des 2 salles.

La phase 1 consistait à construire le hall et salle n°1 avec bloc sanitaire et office. Elle a été financée dans le contrat 3G (138 900 € de subvention régionale pour la 1^{ère} tranche).

L'objet de la phase 2 est de construire la salle n°2 avec bloc de rangement, sanitaires et aménagement des parkings extérieurs.

Avancement du projet : Travaux de la 1^{ère} phase en cours.

Date d'éligibilité : 1er Novembre 2014

Projet réalisé

8 associations utilisatrices dont 5 proposent des activités sportives :

- Tennis de table
- Athlétisme
- Badminton
- Zumba
- Gym volontaire

Subvention allouée : 159 500 €

Equipements sportifs et de loisirs

Sens de l'action régionale	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
Pré-requis	Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création, démolition/reconstruction, réhabilitation d'équipements sportifs en fonction des types d'équipements et des besoins par territoire mis en lumière dans le schéma régional des équipements sportifs en cours et le cas échéant dans les schémas des ligues. 2. Equipements de loisirs actifs : patinoires, aires de loisirs, city-stades, skate-park, activités de nature...
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Taux de subvention : 20% Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cadre d'un équipement sportif utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas et dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond de 30 000 € est porté à 100 000 € dans le cas d'un projet privé au rayonnement avéré.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du maillage existant et des besoins identifiés, notamment dans le cadre du diagnostic régional de la pratique sportive et des différents schémas sportifs locaux ou régionaux. - La mixité d'usages de l'équipement sera recherchée : pratiques en club, pratiques scolaires, accès libre <p>Pour tout projet immobilier</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux. ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an



Axe C1 : Aménagement d'espaces publics

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie d'Orléans :

Enjeu 14 : utilisation optimale du foncier nécessaire à l'urbanisation et développement de l'innovation dans les formes urbaines.

- Encourager le développement des coopérations internes au bassin de vie en matière de planification territoriale (InterSCOT, attractivité des centres bourgs, renouvellement des formes urbaines, déploiement d'outils de limitation de consommation foncière...)

Bassin de vie de Chartres :

Enjeu 18 : Maîtrise d'organisation de l'urbanisation liée au desserrement du pôle de Chartres à l'ouest et au sud, et à la proximité de l'Ile de France en Franges franciliennes.

- Achever l'élaboration des SCOT et garantir leur traduction dans les documents d'urbanisme.
- Susciter une réflexion interSCOT pour garantir une vision concertée et cohérente de l'organisation spatiale du bassin de vie.
- Accompagner une urbanisation favorisant la mixité sociale et fonctionnelle sur les pôles. (stratégies foncières, identification et conquête du foncier disponible en dents creuse, quartiers d'habitat durable accueillant du logement social, s'implantant sur une friche, en proximité d'une gare ou en dent creuse)

Suite à la dissolution du Syndicat Mixte du Pays de Beauce, la compétence élaboration d'un SCOT a été reprise par la Communauté de Communes Cœur de Beauce. Le SCOT est désormais terminé et devrait être arrêté dans le courant du 1^{er} semestre 2019. Parallèlement, l'élaboration du PLUi a été engagée en 2018 à l'échelle de la Communauté de Communes.

Par ailleurs, la mission qui avait été confiée au CAUE pour accompagner les communes dans leurs réflexions d'aménagement d'espaces publics, ne va pas être reconduite : au total ce sont 12 communes qui ont bénéficié de cet accompagnement depuis 2015, mais seulement 5 ont abouti à un projet concret d'aménagement d'espace public. C'est pourquoi cette action est supprimée au bilan à mi-parcours.

AXE C1 : Aménagement d'espaces publics	Crédits réservés	Investisss	Fonct
Mesure N° 23 : Aménagement d'espaces publics	525 750 €	525 750 €	0 €
Mesure N° 23-3 : Programme d'Aménagement de Commune (PAC)	14 000 €	0 €	14 000 €
TOTAL	539 750 €	525 750 €	14 000 €

Mesure 23-3 : Programme d'aménagement de communes (PAC)

Programme d'Aménagement de Commune Maître d'ouvrage : Syndicat du Pays de Beauce Montant estimatif du projet : 40 000 € Contenu : Afin d'accompagner les communes dans la programmation de leurs espaces publics, le Pays de Beauce conventionne avec le CAUE pour la réalisation de « programmes d'aménagement communal ». La convention sera signée annuellement et fixera le nombre de communes bénéficiant de cet accompagnement. Avancement du projet : finalisation de la convention Date d'éligibilité des dépenses : 1 ^{er} septembre 2015	Partiellement réalisé. 12 communes accompagnées. 5 projets déposés ou à venir. <u>Subvention allouée : 14 000 €</u> Action supprimée au bilan.
--	---

Mesure 23 : Aménagement d'Espaces publics

NOUVEAUX PROJETS IDENTIFIES AU BILAN :

Aménagement des abords de la mare du Puiset (commune nouvelle de Janville-en-Beauce)

Maître d'ouvrage : Commune déléguée du Puiset

Montant estimatif du projet : 181 959 €

Contenu : Requalification de la mare communale et de ses abords face à l'Eglise classée Monument Historique. Le projet a pour but de réinsérer la mare dans le quartier.

Etat d'avancement du projet : MOE retenu : Agence Gilson. **Echéancier :** consultation des entreprises courant 2019.

Aménagement des abords de l'Eglise St Liphard

Maître d'ouvrage : Commune de Oinville-Saint-Liphard

Montant estimatif du projet : 205 627.23 € (dépenses liées à l'éclairage de l'église exclues des dépenses éligibles)

Contenu : Aménagement d'un jardin public à côté de l'Eglise récemment restaurée : création d'un parvis de rassemblement devant l'église et mise en place d'un cheminement piéton adapté aux PMR.

Etat d'avancement du projet : MOE retenu : Agence Gilson. Consultation des entreprises réalisée.

Echéancier : Démarrage des travaux début janvier 2019.

Aménagement de la place du village de Moutiers-en-Beauce

Maître d'ouvrage : Commune de Moutiers en Beauce

Montant estimatif du projet : 311 030 € (dépenses voiries, trottoirs exclues des dépenses éligibles)

Contenu : Aménagement de la place située rue des 3 Fleurs qui présente une problématique de stationnement sauvage. Le projet permettra de redonner une meilleure organisation des usages publics afin d'améliorer le cadre de vie des riverains et usagers de cette place. L'espace sera végétalisé pour s'inscrire dans la dynamique de fleurissement mis en œuvre par la commune (classé 3 fleurs).

Etat d'avancement du projet : MOE retenu : Agence en Perspective. Appel d'offre début 2019

Echéancier : démarrage des travaux mi-mars 2019

Aménagement d'un terrain de jeux et de détente à Réclainville

Maître d'ouvrage : Commune de Réclainville

Montant estimatif du projet : 41 865 €

Contenu : Aménagement d'un terrain situé derrière la salle des fêtes : parcours sportif, jeux, mobilier...végétalisation.

Etat d'avancement du projet : pas de maître d'œuvre pour ce projet mais conseil réalisé par le CAUE dans le cadre du PAC.

Echéancier : fin 2019 - début 2020

Projet pressentis :

Aménagement de la place de Oysonville

Maître d'ouvrage : Commune de Oysonville

Montant estimatif du projet : 311 000 € (dépenses voirie et caniveau central exclues) des dépenses éligibles

Contenu : Le projet d'aménagement concerne la Place de l'église et le Square du Docteur Thelliez. Cette zone définit en partie le cœur de bourg. Le projet d'aménagement vise à en améliorer le fonctionnement (circulations, stationnement, eaux pluviales), mais aussi à mettre en valeur le patrimoine architectural de ce village. L'état actuel de cette zone est dégradé, vieillissant, et altère l'identité du lieu de par son caractère « routier » (routes et place publique en enrobé).

Etat d'avancement du projet : MOE retenu : Elise Claudic, Paysagiste. Consultation des entreprises prévu 1^{er} trimestre 2019.

Echéancier : Démarrage des travaux printemps 2019.

Aménagement des abords de la salle polyvalente de Cormainville

Maître d'ouvrage : Commune de Cormainville

Montant estimatif du projet : 268 715 €

Contenu : Aménagement d'un terrain situé en face de la salle polyvalente en un espace de rencontre et de centralité avec : aire d'accueil de camping-car, stationnement et végétalisation de l'ensemble de l'espace public.

Etat d'avancement du projet : MOE retenu : Toporama paysagistes.

Echéancier : Démarrage des travaux automne 2019.

Aménagement de la place de l'église de Varize

Maître d'ouvrage : Commune de Varize

Montant estimatif du projet : 75 568 €

Contenu : Aménagement paysager de la place de l'église située en centre bourg pour lui redonner un caractère de centralité pour les promeneurs. Cette place se trouve également sur la D927, très fréquentée : elle constitue donc une halte de par l'espace de repos qu'elle offre à proximité de l'église et du château.

Etat d'avancement du projet : pas de maître d'œuvre pour ce projet mais conseil réalisé par le CAUE dans le cadre du PAC.

Echéancier : Démarrage des travaux automne 2018 (élagage des arbres et plantations).

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer au renforcement du « vivre ensemble » en accompagnant l'aménagement de lieux de vie, de détente, de rencontres - Renforcer l'animation sociale et commerciale des cœurs de villes et villages - Valoriser les abords des espaces générant des flux touristiques
Pré-requis	Le maître d'ouvrage devra avoir recours aux services d'un paysagiste concepteur (quel que soit le statut -libéral ou non- et le cadre de son intervention : AMO, maîtrise d'œuvre, conseil amont des travaux,...) et suivre ses préconisations en matière de qualité urbaine et paysagère, de perméabilité des aménagements, de préservation de la biodiversité, de sobriété énergétique conformément au cahier de recommandations régionales.
Contenu	<p>La Région finance les espaces qui s'inscrivent dans l'une des 3 cibles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces publics favorisant le lien social : espaces de rencontres, de détente ou de jeux, les jardins publics des espaces centraux. - Les espaces supports d'une animation commerciale : halles ouvertes, terrasses, voies piétonnières commerçantes, places de marché qui seraient dédiées. - Les espaces aux abords de sites à enjeux touristiques : abords des espaces patrimoniaux qui génèrent des flux touristiques, les espaces publics des villages labellisés plus beaux villages de France, les périmètres des secteurs sauvegardés, espaces publics aux abords de la Loire à vélos (5km), sites Unesco,...
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Communes • EPCI • Syndicats d'électrification
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traitement minéral des surfaces, en excluant le recours à des matériaux « pastiches ». • Traitement végétal des surfaces • Equipements (mobiliers urbains, stationnements vélo, sanitaires publics intégrés à un projet global...) • Acquisition et démolition en vue de l'aménagement d'un espace public • Enfouissement des réseaux électrique, téléphonique et éclairage public • Honoraires (paysagiste, coordonnateur sécurité,...) • L'espace public pourra inclure : <ul style="list-style-type: none"> ○ des stationnements dans le cas d'un projet global et s'ils représentent une part limitée (moins du tiers de la superficie totale financée) ○ des aménagements liés à des sentiers piétonniers menant à l'espace ou le traversant <p>Taux de subvention : 40% Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant au minima 5% des heures travaillées</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Programme d'Aménagement de Commune (PAC)
Accompagnement de la Maîtrise d'ouvrage par le CAUE 28

Cadre spécifique

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Apporter aux collectivités une expertise professionnelle pour une aide à la décision sur la question de l'architecture et des paysages et sur l'aménagement qualitatif des espaces publics « Cœur de village » (en lien avec la mesure 23) - Renforcer la préservation et la valorisation du patrimoine et des paysages - Mettre en œuvre les recommandations des fiches Architecturales et Paysagères - Maintenir les équilibres d'aménagement et d'occupation de l'espace - Veiller à la cohérence environnementale et paysagère des aménagements 	
Contenu	<p>L'accompagnement du CAUE 28 se fera en 3 étapes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Le diagnostic communal : appréhender la situation de la commune en identifiant les points forts et les points à améliorer sur une série de cibles identifiées (identité communale, formes urbaines, densité, centralité, espaces publics...). Identification des enjeux pour embellir et mieux aménager la commune. 2- Les orientations d'aménagement : elles seront cartographiées ou schématisées et permettront d'envisager un programme général qui peut être ciblé sur un secteur ou une thématique. 3- Les fiches d'actions : une fiche sera réalisée par opération à programmer selon les orientations de l'étape 2. <p>Au terme de l'étape 3, la collectivité sera en possession d'un véritable tableau de bord de l'aménagement de sa commune</p>	
Maître d'ouvrage	Syndicat de Pays	
Financement régional	80 %	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Validation du contenu de la prestation et de la convention par les services de la Région 	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombres d'heures travaillées • Nb d'ha artificialisés • Nb de projets bonifiés surfaces perméables • Nb de KWh économisés / an • Nb de GES évités / an • Nb de projets bonifiés PCET 	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de PAC réalisés • Nombre de projets réalisés

Axe C3 : Habitat/Logement

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie d'Orléans :

Enjeu 15 : une meilleure réponse aux besoins de logements.

- Développer une offre de logements permettant le parcours résidentiel des ménages (formes innovantes et produits nouveaux, acquisition-réhabilitation dans les centralités...).
- Diversifier l'offre de logements (pour des publics spécifiques : jeunes, personnes âgées,...)
- Poursuivre la requalification des quartiers d'habitat social.

Bassin de vie de Chartres :

Enjeu 19 : développement de parcours résidentiels au sein des pôles urbains et notamment celui de Chartres.

- Accompagner la production de logements sociaux et très sociaux en particulier sur l'Agglo ainsi que sur les franges franciliennes.
- Diversifier l'offre en logements (favoriser le parcours résidentiel, nouvelles formes d'habitat participatif, coopératif, logements adaptés...)

Le territoire de la CCCB a connu depuis le début des années 2000 une accélération de sa croissance démographique. Le parc de logement a donc suivi cette évolution. En 2013, le territoire comptait 10 130 résidences principales. On notera aussi l'évolution du nombre de logements vacants, leur nombre a tendance sur les dernières années à augmenter, soit +39% sur la période de 1999 à 2013.

On observe une faiblesse du parc locatif ce qui ne permet pas d'offrir un réel parcours résidentiel pour les jeunes notamment. L'arrivée de nouvelles populations engendre un renouvellement et un rajeunissement de la population mais aussi un turn-over important dans les petites communes (les ménages n'ont pas toujours conscience des coûts de transport, de garde, de l'éloignement des services...induits par la vie à la campagne).

Il ressort du SCOT que le territoire attire de plus en plus, pour plusieurs raisons : par envie, par nécessité, par défaut.

L'offre en logements est diverse et répond globalement à la demande. La part des logements aidés devrait toutefois être améliorée.

L'offre en logements pour personnes âgées semble insuffisante au regard notamment du vieillissement de la population.

La qualité du parc d'habitat s'améliore mais il reste encore beaucoup de logements en mauvais état, mal isolés...On peut toutefois noter la mise en place d'une OPAH par l'ex. communauté de communes de la Beauce de Janville qui a été étendue à tout le territoire de la CCCB en 2018.

Au total c'est environ 1,7 millions d'euros qui sont alloués pour améliorer le parc de logement existant.

Concernant le logement social, le choix des élus de la Communauté de Communes s'est porté sur la réhabilitation du parc social existant plutôt que sur les constructions neuves ou les acquisitions/réhabilitations.

AXE C3 : Habitat/Logement	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 24 : Acquisition-Réhabilitation	123 800 €	
Mesure N° 25 : Construction neuve	18 000 €	
Mesure N°26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable	0 €	
Mesure N°26-1 : Aire d'accueil des gens du voyage	100 000 €	
Mesure N° 27 : Rénovation thermique du parc public social	115 000 €	
Mesure N° 28 : Rénovation thermique du parc locatif privé	0 €	
TOTAL	356 800 €	0 €

NOUVEAUX PROJETS IDENTIFIES AU BILAN :

Mesure 26-1 : Aire d'accueil des gens du voyage

Réhabilitation de l'aire d'accueil des gens du voyage à Voves

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes Cœur de Beauce

Montant estimatif du projet : 760 000 €

Taux de subvention : 13 % (dérogatoire)

Contenu : réhabilitation de l'aire d'accueil existante pour bien distinguer l'accueil de personnes en sédentarisation d'une part et l'accueil de personnes mobiles d'autre part.

L'espace réservé aux personnes en sédentarisation devra comprendre 7 places, avec 2 blocs doubles sanitaires / douche / buanderie. Cet espace sera construit en phase 1. L'espace pour les personnes de passage sera constitué de 6 places, avec 2 blocs sanitaires / douche / buanderie. Cet espace sera construit en phase 2.

Une concertation sera organisée avec les habitants actuels pour recueillir leurs avis et leur présenter le projet.


Etat d'avancement du projet : MOE retenu : Tandem Architecture.

Echéancier : réalisation 2019

MAILLAGE URBAIN ET RURAL / LOGEMENT SOCIAL **Susciter une offre nouvelle adaptée aux enjeux du** **développement durable**

24


Acquisition-réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir la création de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative. - Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain - Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande. <p>Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Acquisitions et réhabilitations de logements locatifs sociaux
Maitres d'ouvrage	Communes, EPCI, organismes HLM
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> • Logement PLUS : Taux de 20 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Logement PLA I : Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Le taux de subvention régionale peut être majoré de 10 points en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation)*, ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. • Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<p>✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</p> <p>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</p> <p>Mixité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p>Performance énergétique</p> <p>Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements réhabilités • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Classe énergétique après travaux des logements financés


MAILLAGE URBAIN ET RURAL / LOGEMENT SOCIAL **Susciter une offre nouvelle adaptée aux enjeux du développement durable**

25

Construction de logements locatifs publics sociaux

Sens de l'action régionale	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative avec une priorité donnée aux opérations s'inscrivant dans le tissu urbain pour limiter les extensions urbaines. Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Construction de logements locatifs sociaux ou acquisitions en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA)
Maitre d'ouvrage	Organismes HLM
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Logements très sociaux (PLA I) : forfait de 5 000 € ➤ Logements sociaux (PLUS) : forfait de 2 000 € <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • La subvention régionale peut être doublée en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal).
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p>Garantir la mixité sociale de programmes en intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLAI dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région aura la possibilité d'adapter cette règle sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de logements neufs construits • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Performance énergétique des logements

Aménagement de quartiers d'habitat durable accueillant du logement social (en renouvellement urbain)

Sens de l'action régionale	<p>La Région entend stimuler et accompagner le développement de quartiers d'habitat durable qui doivent préfigurer la ville de demain en articulant l'ensemble des objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Proposer des logements pour tous, participant à la mixité sociale ✓ Offrir une mixité de fonctions (habitat, espaces économiques, lieux de loisirs et de détente,...) ✓ Proposer des formes urbaines compactes et présentant une diversité et une innovation architecturale ✓ Limiter l'usage de l'automobile ✓ Encourager des aménagements urbains respectueux de l'environnement et de la biodiversité et favorisant une gestion économe des ressources ✓ S'inscrire harmonieusement dans le tissu urbain existant (aménager « un morceau de ville ») ✓ Mettre en place une concertation de la population tout au long du processus ✓ Optimiser les ressources existantes : humaines, paysagères, historiques
Prérequis	<p>Association de la Direction de l'Aménagement du territoire en amont de l'élaboration du projet</p> <p>Justification du besoin en logement social</p> <p>La localisation du quartier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • reconquête d'une friche urbaine ou • dent creuse en centre bourg ou centre-ville ou • quartier en proximité immédiate de gares ferroviaires (dans un rayon d'un km autour d'une gare)
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ingénierie : frais d'AMO, de maîtrise d'œuvre, d'animation de la concertation. ✓ Acquisitions foncière et immobilière, dépollution, démolition et aménagement
Maîtres d'ouvrage	Collectivités ou aménageurs
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ingénierie : 50 % du coût ✓ Acquisitions, dépollution, démolition et aménagement : 30 %, au prorata de la surface de foncier du quartier dédiée au logement social (PLAI, PLUS, PSLA) ✓ Bonification de 10 points dans le cas du recours à un système de chauffage bois pour l'ensemble des équipements et logements prévus au programme. <p>Dans la limite de 500 000 € de subvention régionale par opération et sur la base d'un bilan faisant apparaître les recettes issues de la vente du foncier à un prix compatible avec le marché local. Cette aide est cumulable avec le soutien accordé aux organismes HLM s'agissant de la création de logements sociaux.</p>

Modalités

Recours à une équipe pluridisciplinaire réunissant des compétences liées à l'architecture, l'urbanisme et l'environnement (paysage, biodiversité, énergie...). L'association des acteurs du bâtiment (bailleurs, promoteurs,...) est également à rechercher.

- Une concertation adaptée au contexte et aux habitants est organisée à chaque étape de la vie du projet
- La Région s'appuiera sur une grille d'analyse intégrant les critères suivants :
 - mixité sociale et fonctionnelle (part des logements sociaux,...)
 - qualité urbaine et compacité (densité bâtie,...)
 - préservation et valorisation de la biodiversité (prise en compte de la TVB, gestion différenciée des espaces publics,...)
 - encourager l'infiltration des eaux de pluie sur place (revêtements perméables,...)
 - faciliter le tri des déchets et leur valorisation sur site
 - inciter le recours aux modes doux de déplacement
 - garantir la sobriété énergétique (éclairage public économe, conception bioclimatique, développement des ENR, recours à des MBS,...)
- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées

Indicateurs d'évaluation

- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- % de logements sociaux, dont PLAI
- Densité bâtie
- Performance énergétique prévisionnelle moyenne des logements
- Linéaire de voies prévues pour les circulations douces

Aménagement d'une aire d'accueil des gens du voyage
Cadre spécifique


Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Participer à l'accueil des personnes dites gens du voyage et dont l'habitat traditionnel est constitué de résidences mobiles (loi N° 2000-614 du 5 juillet 2000)
Contenu	Réalisation et paysagement d'une aire d'accueil des gens du voyage sur la commune des Villages Vovéens Aménagement de 13 places avec sanitaires.
Maitres d'ouvrage	Communautés de communes Coeur de Beauce
Financement régional	13 % (taux adapté pour ce projet) Coût prévisionnel : 760 000 € HT Subvention prévisionnelle : 100 000 €
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Fréquentation de l'aire d'accueil

Rénovation thermique du parc public social

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) • Réduire les consommations énergétiques et diminuer la quittance de loyers pour le locataire • Renforcer l'attractivité des logements pour éviter leur désaffectation • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie
-----------------------------------	--

Contenu	Travaux de rénovation thermique du parc HLM énergivore
----------------	--


Maitres d'ouvrage	Organismes HLM
--------------------------	----------------

Financement régional 	Montant forfaitaire de base	2 000 € /logement
	<u>Bonifications :</u>	
	Consommation d'énergie inférieure à 80kwh/m ² /an	+ 500 € /log
	Installation d'un poêle à bois	+1000€ /log
	Utilisation d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles	+ 1000 € /log
	Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.	

Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les travaux doivent permettre : <ul style="list-style-type: none"> - Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux, à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - à défaut un gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux • L'organisme HLM doit justifier d'une baisse d'au moins 10% de la quittance globale dans le cas où le loyer augmente (sont appréciés les évolutions de loyer et de dépenses énergétiques) • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
------------------	--

Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nombre de KWh économisés /an • Nombre de GES évités /an • Nombre de logements rénovés • Pourcentage moyen de diminution de la quittance globale
---------------------------------	---

Rénovation thermique du parc locatif privé

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) • Réduire les consommations énergétiques et maintenir l'attractivité des logements • Diminuer la quittance de loyers pour le locataire • Améliorer la qualité et le confort des logements • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie
Contenu	Accompagnement des dispositifs locaux de type OPAH, PIG,... permettant le financement des travaux de rénovation thermique du <u>parc locatif privé</u> énergivore,
Maîtres d'ouvrage	<p>Communes ou leurs groupements dans le cadre d'opérations programmées type OPAH, PIG bénéficiant d'une intervention de l'ANAH.</p> <p>La Région fléchera son intervention sur les travaux engagés <u>par les propriétaires bailleurs.</u></p>
Financement régional 	<p>Montant forfaitaire de 2 000 € par logement</p> <p>Bonifications cumulatives de 500 € dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consommation d'énergie inférieure ou égale à 80 kwh/m² • Installation d'un poêle à bois
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Logements conventionnés • Les travaux doivent permettre <ul style="list-style-type: none"> - L'atteinte de la classe C après travaux conjuguée à un gain minimum de 100 kwh/m²/an
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de KWh économisés /an • Nombre de GES évités /an • Nombre de logements rénovés • Nombre de logements atteignant l'étiquette B après travaux • Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux conjugués à un gain de 100 kwh/m²/an

Axe C5 : Mobilité durable

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie d'Orléans :

Enjeu 20 : renforcement de l'étoile ferroviaire d'Orléans, développement de l'offre et son articulation avec les autres moyens de déplacement

- Améliorer l'accessibilité et l'attractivité (intermodalité, accessibilité...) des gares (Toury)
- Développer le Fret ferroviaire à partir de la ligne Orléans-Chartres.

Enjeu 21 : rééquilibrage des modes de déplacement en faveur des transports en commun, du vélo et de la marche à pied

- Encourager l'utilisation des modes de transports alternatifs à la voiture individuelle (auto-partage, covoiturage, voitures en libre service...).
- Développer les modes doux (pistes cyclables, stationnement vélo dans les gares).
- Promouvoir et mieux faire connaître les solutions de mobilité existantes auprès des publics spécifiques (personnes âgées, handicapées, jeunes, personnes en recherche d'emploi ou en insertion...).

Bassin de vie de Chartres :

Enjeu 25 : une meilleure connexion ferroviaire et routière du territoire

- Réouvrir la ligne Chartres-Orléans au trafic voyageurs.

Enjeu 26 : renforcement de l'intermodalité

- Faciliter l'intermodalité dans toutes les gares et le report modal (Voves et Auneau).
- Développer avec les AOT une offre de transport collectif adaptée.

Enjeu 27 : développement des usages des modes doux notamment pour les déplacements utilitaires (pistes cyclables Voves Auneau).

- Développer l'usage des modes doux pour les déplacements utilitaires (réseau intercommunal et dans les villes pôles)
- Encourager l'écomobilité (PDE, covoiturage, autopartage...).

L'ex Pays de Beauce avait réalisé un Schéma Mobilité en 2012 sur lequel s'est appuyé la Communauté de Communes Cœur de Beauce pour lancer sa propre réflexion sur la mobilité durable.

En matière de mobilité, le territoire est fortement impacté par son positionnement géographique. Les mobilités domicile-travail sont nombreuses. A l'échelle de la CCCB, ce sont plus de 7000 actifs qui quittent chaque jour le territoire pour travailler sur les bassins d'emplois voisins (Chartres, Orléans) ou sur la région parisienne (soit près de 60% des actifs résidents). A noter également que le territoire attire aussi un certain nombre d'actifs (2524 actifs), qui occupent plus du tiers des emplois qu'offre le territoire.

Le territoire bénéficie d'une faible desserte en transports alternatifs à la voiture individuelle :

- Offre ferroviaire très faible (gare de Voves sur l'axe Chartres-Voves et Paris-Austerlitz - Tours),
- Offre de transport interurbain en autocar « Rémi » développée de façon centripète à partir de Chartres et inadaptée aux horaires des salariés,
- Offre de Transport à la Demande (TAD) très peu développée

Ce qui entraîne **une forte dépendance par rapport à la voiture** : les mobilités Domicile Travail s'effectuent quasi exclusivement en voiture, ce qui a un impact écologique et économique sur le

budget des ménages. Ainsi, le territoire concentre les communes avec les plus forts niveaux de dépenses énergétiques par ménage de l'ensemble du département.

Il est à noter que la distance moyenne parcourue pour les trajets domicile-travail (par actif et par jour) est de 28 km.

Il en résulte une situation de vulnérabilité énergétique potentielle pour de nombreux ménages.

Pour ces raisons, la Communauté de Communes Cœur de Beauce a souhaité lancer une étude qui devra déboucher sur un véritable Plan de Mobilité Rurale. A noter aussi que notre territoire est lauréat de l'AMI **French Mobility** pour répondre aux besoins et enjeux de mobilité des salariés de la zone d'activité Artenay-Poupry.

La Communauté de Communes va donc expérimenter un système de transport en commun assuré par des salariés volontaires, désireux de se former et de passer le permis D afin d'organiser un ramassage dédié à la base logistique.

Ce projet aurait la particularité de bénéficier d'une valorisation et mise en lien avec une application numérique (Ma formule emploi) permettant de centraliser de nombreuses informations autour de l'emploi (solutions de mobilités, logements, mobilités, garde d'enfants, services et équipements ...).

AXE C5 : Mobilité durable	Crédits réservés	Investissmt	Fonctnt
Mesure 30 - Vélo utilitaire	0 €	0 €	
Mesure 30-3 - Aménagement de Gares	0 €	0 €	
Mesure 30-5 : Alternatives à l'utilisation de la voiture individuelle	12 600 €		12 600 €
TOTAL	12 600 €	0 €	12 600 €

NOUVEAUX PROJETS IDENTIFIES AU BILAN :

Réalisation d'un Plan de Mobilité Rurale

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes Cœur de Beauce

Montant estimatif du projet : 35 100 €

Contenu : Après la réalisation d'un diagnostic partagé mettant en exergue les enjeux du territoire en matière de mobilité durable, l'objectif de la mission confiée au prestataire est d'accompagner la communauté de communes Cœur de Beauce dans la définition et la mise en place de solutions innovantes, adaptées à ses spécificités et partagées pour impliquer au maximum l'ensemble des acteurs.

Etat d'avancement du projet : Bureau d'études retenu : ITER.

Echéancier : 2019

Vélo utilitaire

Sens de l'action régionale

- Structurer une offre de réseaux de déplacement de proximité à vélo pour constituer une alternative à l'utilisation de la voiture, notamment dans les pôles de centralité
- Favoriser le développement d'un usage régulier du vélo dans les déplacements quotidiens en accompagnant l'offre de services
- Réduire l'utilisation de la voiture pour les déplacements utilitaires et augmenter la part modale du vélo parmi les différents modes de déplacements

Contenu

- Enquête déplacement, étude d'opportunité et de faisabilité,
- Acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre et aménagements cyclables en site propre et en site partagé sur voirie
- Mobilier, signalétique spécifique, aménagement et équipements pour stationnement sécurisé,
- Acquisition de vélos,
- Développement de services (vélo stations, maison du vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable etc.)
- Supports de communication et de promotion

Maîtres d'ouvrage

Communes, EPCI

Financement régional

40%
Subvention minimum 2 000 €

Modalités

- ⇒ Présentation d'un projet cartographié d'aménagement cyclable global, à l'échelle communale ou intercommunale, localisant les pôles générateurs de flux, précisant l'existant et les principes d'aménagement retenus (contre-sens, bande ou piste cyclable, zone 30 ...) dans une logique d'intermodalité (connexion à la gare, à la desserte Rémi ...)
- ⇒ Accord du gestionnaire de voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage
- ⇒ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication
- ⇒ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées

Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Linéaire à vocation utilitaire aménagé

Aménagement de gares

Cadre spécifique

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager l'intermodalité et le report modal vers les modes actifs (vélo, piéton...) - Améliorer le confort et l'accessibilité des transports collectifs - Offrir des services complémentaires aux voyageurs
Contenu	<p>Acquisitions foncières et immobilières, études de maîtrise d'œuvre</p> <p>Aménagement de parking, végétalisation</p> <p>Mobilier, signalétique</p> <p>Stationnement automobile</p> <p>Cheminements doux : continuité des cheminements piétons et cycles vers l'extérieur</p> <p>Accessibilité pour les personnes à mobilité réduite</p> <p>Aménagement intérieur de locaux destinés à l'accueil de services aux usagers</p>
Maitres d'ouvrage	Communautés de Communes
Financement régional	30%
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation d'un projet d'aménagement global - Avis de la Direction Infrastructures et Transports de la Région - Application des modalités de la mesure 23 « Espaces publics »
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées

Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'utilisation de la voiture individuelle • Augmenter la part modale du covoiturage et de l'auto-partage parmi les différents modes de déplacements • Accompagner les initiatives locales (pédibus, covoiturage spontané, etc.)
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etude stratégique mobilité réalisée un cabinet spécialisé • Etudes de faisabilité de systèmes de déplacements alternatifs • Plate-forme de covoiturage ou d'autopartage • Initiatives liées au transport collectif à traction animale • Actions de communication et de promotion (supports de communication, plateforme, système d'auto-partage...) • Aménagements divers favorisant les alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture (acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre, équipements, aires dédiées au covoiturage, signalétique, cheminements autres que vélo utilitaire, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, ...)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - EPCI/PETR, Syndicat Mixte de Pays, communes - Associations
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes : 80% • Investissements : 40% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se prononcera au cas par cas sur l'éligibilité des projets au vu si besoin d'une étude d'opportunité du projet - Accord du gestionnaire de la voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p><u>Communication</u> : Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie d'Orléans :

Enjeu 17 : préservation du patrimoine naturel et des richesses du territoire.

- Comprendre et agir en faveur de la protection de la Biodiversité (TVB, mise en œuvre de gestion urbaine et aménagement intégrant la biodiversité en milieu urbain; amélioration de la connaissance locale; actions d'éducation, découverte et sensibilisation à l'environnement...).
- Restaurer la qualité des cours d'eau et des eaux souterraines (nappe de Beauce).

Bassin de vie de Chartres :

Enjeu 21 : préservation de la biodiversité

- Maintenir les connexions et les fonctionnalités écologiques existantes, entre les massifs boisés et les vallées de l'Eure et du Loir.

Enjeu 23 : prise en compte de la ressource en eau et le risque d'inondation dans les vallées de l'Eure et du Loir.

- Restaurer la qualité des cours d'eau et des eaux souterraines (nappe de Beauce) pour préserver la ressource en eau.

L'ex Pays de Beauce a finalisé en 2014 sa Trame Verte et Bleue qui a débouché sur un programme d'actions opérationnelles :

Axe 0 : Animation du programme opérationnel d'action
Action 1 : Animer le Plan d'action TVB
Axe 1 : Prise en compte de la TVB dans les projets de territoire des communes (PLU, gestion des espaces communaux, sensibilisation des élus
Action 1.1.a : réaliser un document qui explique la notion de fonctionnement écologique, appliqué aux espèces et milieux à enjeux du territoire.
Action 1.1.b : Mettre en place un programme de communication pour sensibiliser les communes.
Action 1.2.a : Mettre en place une assistance méthodologique aux communes.
Action 1.3.c : Sensibiliser et conseiller les communes sur la mise en place d'aménagements favorables à la Biodiversité.
Axe 2 : Développement d'actions de communication, de sensibilisation et de formation à destination du grand public, des scolaires et des gestionnaires de l'espace.
Action 2.3.e : Sensibiliser et conseiller les propriétaires et gestionnaires de l'espace sur la mise en place d'aménagements favorables à la Biodiversité
Axe 3 : Amélioration des connaissances et de l'accès aux données
Action 3.1.b : Recenser, faire un inventaire des données disponibles sur le territoire.
Action 3.3.a : Améliorer la connaissance des habitats et des espèces cibles identifiées au sein de l'étude TVB
Action 3.3.b : Mettre en place un réseau de veille de présences déjà connues et d'alertes immédiates sur les nouveaux foyers d'espèces exotiques envahissantes.
Axe 4 : Préservation et restauration des milieux identitaires du territoire et de la biodiversité qui y est associée.
Action 4.1.b : Poursuivre la préservation et la restauration des cours d'eau et des zones humides (volet rivière)
Action 4.1.d : Poursuivre la préservation et la restauration des réseaux de pelouses sur le territoire
Action 4.1.e : Poursuivre la préservation et la restauration des mares dans le cadre du Plan Mares 28
Action 4.2.b : Sensibiliser et accompagner les agriculteurs et les collectivités pour la gestion des bordures extérieures de champs (chemins, routes, bosquets) dans un objectif de préservation des continuités écologiques.

Après la dissolution du Pays de Beauce, les travaux ont repris en 2018 toujours en lien avec le Pays Dunois. De nombreux projets ont pu voir le jour répondant aux enjeux de la TVB :

- Poursuite du Plan d'Actions Mares avec le CEN et le Département d'Eure et Loir
- Aménagement d'un sentier pédagogique à Prasville en lien avec les carrières SMB
- Introduction du pastoralisme sur l'ancien site carrier de la Michellerie (géré par le CEN)
- Opération de restauration des bordures de champs à Tillay-le-Péneux avec Hommes et Territoire.

En terme de patrimoine naturel, on peut identifier plusieurs sites d'intérêt comme la Zone de Protection Spéciale Beauce et Vallée de la Conie (située sur 42 communes de la Communauté de Communes), justifiée par 17 espèces inscrites à l'annexe I de la directive Oiseaux (plus grand site Natura 2000 du département). On peut également citer les quatre sites naturels gérés par le Conservatoire du Patrimoine Naturel (Le Gas de Pendeloup à Cormainville, Moronville à Courbehaye, La Michellerie à Prasville, la Butte MontMarthe à Tillay le Péneux).

Le territoire est irrigué au sud par la Vallée de la Conie (à la fois vallée sèche et humide). Le Conservatoire d'Espace Naturel envisage de réaliser étude qui vise à identifier les principaux enjeux de biodiversité du bassin versant de la Conie et à définir les secteurs prioritaires d'intervention en vue de les préserver. Elle est réalisée dans le cadre de la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue.

La Communauté de Communes Cœur de Beauce soutient également la réhabilitation/l'entretien des mares sur le territoire au travers du Plan Mares 28 porté par le Conseil Départemental d'Eure et Loir et qui permet de recréer des corridors écologiques.

Quant à la gestion différenciée des espaces verts communaux, dans la continuité de l'action collective engagée par le Pays de Beauce en 2016, la CCCB a poursuivi l'action et ce sont au total 29 communes qui ont été accompagnées par le Bureau d'Etudes Artelia pour la réalisation de plans d'entretien. Plusieurs communes ont investi dans du matériel alternatif dont 2 subventionnées par la Région. Des projets d'achat mutualisés sont en réflexion.

La fiche « Matériels agricoles favorables à la Biodiversité et à l'eau » est supprimée. Cette action ayant bénéficié qu'à 2 CUMA, son impact n'est pas significatif et les crédits sont redéployés sur la Diversification et l'Agriculture Biologique.

AXE D : Déclinaison locale de la stratégie régionale pour la biodiversité	Crédits réservés	Investissmt	Fonctnt
31 - Trame Verte et Bleue	290 800 €	240 800 €	50 000 €
32 - Gestion différenciée des espaces publics	30 000 €	30 000 €	0 €
34 - Matériels agricoles permettant la pratique favorable à la biodiversité et à l'eau	34 300 €	34 300 €	0 €
TOTAL	355 100 €	305 100 €	50 000 €

Descriptif sommaire des projets identifiés à la signature du contrat

<p>Implantation d'éléments agro-paysagers à Lhopiteau Maître d'ouvrage : agriculteurs ou collectif d'agriculteurs Montant estimatif du projet : ? Contenu : dans la continuité du projet ID en Campagne « Le Jardin des Liens » et suite à la conduite d'une démarche innovante de co-construction d'un projet agro-paysager avec des habitants, agriculteurs, association et paysagistes, un programme d'action a été défini. Il consiste à planter des haies et des fruitiers dans le hameau de Lhopiteau. Articulation à la TVB : Axe 2 et 4 Avancement du projet : diagnostics Biodiversité réalisés Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} septembre 2015</p>	<p>Réalisé en 2017 grâce à l'appui de la SCOP la Fabrique du Lieu.</p> <p>Le projet a permis la plantation de 1.6 km de haies sur 4 exploitations dans le hameau de Lhopiteau. L'Association Hommes et Territoire avait également installé des nichoirs à rapace.</p> <p>Subvention allouée : 3 300 €</p>
<p>Animation de la Trame Verte et Bleue Maître d'ouvrage : Ex-Syndicat du Pays de Beauce Montant estimatif du projet : 22 200 € Taux de subvention : 50% Contenu : Valorisation de 20% du temps de travail du chargé de mission SCOT pour animer la Trame Verte et Bleue et accompagner les communes dans la prise en compte de la TVB dans leurs documents d'urbanisme. Articulation à la TVB : Action 1 Avancement du projet : Chargé de mission recruté depuis le 16 juin 2014. TVB achevée depuis le 31 décembre 2014. Date d'éligibilité des dépenses : 1^{er} Janvier 2015</p>	<p>Réalisé.</p> <p>Suite à la reprise de la TVB par la CCCB, c'est l'agent de développement qui a repris l'animation du programme d'action TVB en lien avec le Pays Dunois et le Comité de Suivi.</p> <p>Subvention allouée : 7 400 €</p>

NOUVEAUX PROJETS IDENTIFIES AU BILAN :

Réalisation d'une étude de valorisation de la Conie

Maître d'ouvrage : Conservatoire d'Espaces Naturels de la Région Centre

Montant estimatif du projet : 27 000 €

Contenu : identifier les principaux enjeux de biodiversité du bassin versant de la Conie et à définir les secteurs prioritaires d'intervention en vue de les préserver

Etat d'avancement du projet : non démarré

Echéancier : 2019-2020

Trame verte et bleue : études et aménagements

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la circulation des espèces par la structuration d'un réseau de corridors écologiques sur les territoires en cohérence avec le SRCE et les trames vertes et bleues locales Maintenir et développer la biodiversité régionale Favoriser l'appropriation des enjeux de biodiversité
Contenu	<p>Opérations permettant notamment la mise en œuvre de la stratégie et du programme d'actions de la TVB du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Ingénierie permettant :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>l'élaboration d'études stratégiques</i> <i>l'animation d'un programme d'actions en faveur de la biodiversité ou nécessaire à l'émergence ou à l'accompagnement de projets</i> <i>l'amélioration de la connaissance (exemple : IBC)</i> <i>les études destinées à approfondir formuler des préconisations (ex : diagnostic biodiversité agricole)</i> <i>Aménagements permettant :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>la création, la restauration ou la préservation de corridors écologiques (haies, boisements, arbres isolés, mares, bandes enherbées, plantations agroforestières...)</i> <i>l'accueil d'espèces animales ou végétales : espèces sauvages ou agricoles dont l'accueil favorise la biodiversité du site (nichoirs, équipements pastoraux pour l'entretien des milieux naturels par le pâturage)</i> <i>la sensibilisation des publics via des projets pédagogiques de découverte des milieux, ou via l'aménagement de lieux dédiés (type maison de la nature)</i>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, syndicats mixtes, associations, SEM, structure agricole collective, exploitants agricoles, chambre d'agriculture (...)
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Etudes : 80%</p> <p>Animation, communication : 50%</p> <p>Aménagements :</p> <ul style="list-style-type: none"> Exploitants agricoles : 40% (subvention maximum 30 000 € - 2 000 € pour les diagnostics biodiversité dans les exploitations agricoles) Structures agricoles collectives : 50% (subvention maximum de 100 000 €) Communes, EPCI, associations : 80% maximum <p>La subvention maximum est de 30 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée individuelle et de 100 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée collective.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Les diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles et les IBC peuvent être financés s'ils sont externalisés ou réalisés en régie par une association ou une chambre consulaire maître d'ouvrage Si les actions proposées s'inscrivent dans le périmètre d'un site Natura 2000, celles-ci doivent être conformes aux préconisations du DOCOB. Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'emplois créés Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Nombre de KWh économisés /an Nombre de GES évités /an Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés



Trame verte et Bleue : Gestion alternative des espaces publics

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'impact des pratiques des collectivités sur la biodiversité • Améliorer les pratiques de gestion favorables à la biodiversité (exemplarité) • Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces publics
Contenu	<p>Acquisition de matériels prioritairement ceux définis dans le cadre du plan de gestion permettant de répondre aux enjeux suivants (liste indicative) :</p> <p><u>Economie d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrosage économe : gestion informatisée, - Matériel de récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts <p><u>Limitation des phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Techniques alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique) <p><u>Gestion extensive des surfaces enherbées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - débroussailleuse - animaux (ovin, bovin, caprin)... <p><u>Taille douce de haies</u> Lamier, tête de coupe à couteaux (entretien annuel), fourche à griffes...</p> <p><u>Gestion et recyclage des déchets verts</u> Broyeurs, aménagement de plateforme de compostage</p> <p>Frais d'études : Plan de désherbage communal, plan de gestion différenciée des espaces verts, Objectif Zéro Pesticide</p> <p>Frais de communication auprès de la population portant sur la gestion alternative des espaces publics</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, syndicats mixtes et intercommunaux, associations
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Taux d'intervention</p> <p>Matériels, acquisition d'animaux : 40%</p> <p>Etude, frais de communication auprès de la population : 80%</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Volume de pesticides économisé • Volume d'eau économisé • Economies financières générées • Impact sur l'emploi ou sur l'organisation des services

Trame verte et bleue : Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau

Régime d'aide	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le régime d'exemption « Aides à la protection de l'environnement » <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité et l'eau - Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces agricoles
Contenu	<p>Acquisition de matériels permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires</u> : matériel de lutte mécanique contre les adventices (bineuses, désherbineuses, herse étrilles, houes rotatives), matériel de lutte thermique (bineuses à gaz, matériels spécifiques pour l'implantation de couverts herbacés « entre rangs »), animaux de trait. - <u>Techniques douces d'entretien des haies et d'éléments arborés</u> : Lamiers, têtes de coupe à couteaux - Protection de la faune : effaroucheurs - <u>Economie d'eau</u> Installation de récupération et stockage des eaux de pluie de toitures pour des usages exclusivement agricoles (abreuvement des animaux, arrosage sous serre...)
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles individuels ou structures collectives
Financement régional	<p>25% : exploitants agricoles individuels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> - nouveaux installés (depuis moins de 5 ans), - ou exploitants en agriculture biologique, - ou structures collectives, ... dans la limite de 40% <p>80% : associations</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.</p>

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Bassin de vie d'Orléans :

Enjeu 18 : participation à la transition énergétique et la réduction des émissions de Gaz à Effets de Serre.

- Améliorer la qualité de l'air sur le bassin de vie
- Accompagner la réduction des consommations énergétiques de l'habitat et des équipements publics (travaux de rénovation thermique du parc public et privé d'éclairage public, Conseil en énergie partagé...)
- Soutenir le développement des énergies renouvelables (méthanisation et bois-énergie, géothermie, solaire) et la réduction des GES (agriculture, recyclage, réemploi...)

Bassin de vie de Chartres :

Enjeu 24 : engagement en faveur de la transition énergétique.

- Mettre en œuvre des stratégies énergétiques territoriales (Plan Climat Energie Territorial).
- Accompagner la réhabilitation thermique de l'habitat et des bâtiments publics des collectivités et soutenir les Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine, Conseil en Energie Partagé...
- Soutenir le développement des ressources renouvelables locales (valorisation non alimentaire de la biomasse, filière bois, éco matériaux, éolien, photovoltaïque sur bâtiments agricoles...).

Onze communes et un bailleur social, ont pu bénéficier sur le précédent Contrat de Pays, d'un accompagnement technique et financier de la Région Centre-Val-de-Loire au travers du plan Isolation des bâtiments publics. Globalement, on constate – surtout dans les communes de moins de 500 habitants – que le parc de bâtiments publics est assez vétuste avec des systèmes de chauffages anciens.

En Mai 2016, l'ex Pays de Beauce a signé une convention « Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » avec le Ministère de l'écologie et du logement, complété en Mars 2017 par une 2^{ème} convention signée par la CCCB. Cette dernière a permis à la CCCB de bénéficier du programme PRO INNO 08 permettant la valorisation des CEE : plus d'une centaine d'opérations ont ainsi été recensées sur le territoire, générant plus de 1M€ de travaux d'économie d'énergie dans les bâtiments publics (isolation, menuiseries, chauffage), parfois co-financés dans le cadre du Plan Isolation Régional. Ce dispositif a donc été un véritable levier d'action pour les petites communes.

AXE E : Déclinaison locale du Plan Climat Energie Régional	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 35 : Plan isolation régional des bâtiments publics	254 300 €	254 300 €	-
Mesure N°35.1 : Forfait ECb ⁽¹⁾	10 000 €		10 000 €
Mesure N°35.2 : Bonification climat-énergie ⁽²⁾	6 500 €	6 500 €	-
Mesure 36-4 : Géothermie sur sondes verticales	43 500 €	43 500 €	
TOTAL	314 300 €	304 300 €	10 000 €

⁽¹⁾ : Forfait ECb

Une enveloppe de 10 000 € était réservée initialement au contrat pour le financement d'un marché régional d'études thermiques visant à accompagner les communes de moins de 1000 habitants dans les choix techniques de travaux d'isolation. [Marché terminé](#)

⁽²⁾ : Bonification énergie-climat

L'enveloppe réservée est destinée à bonifier de 10% les projets de bâtiments dans les cas suivants :

- utilisation d'un système de chauffage au bois
- très faible consommation d'énergie inférieure à la réglementation (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)
- Intégration d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

PROJETS PRESSENTIS :

- **Lumeau** : isolation espace numérique (ECB réalisé en 2018)
- **Neuvy en Beauce** : Isolation de l'ancien presbytère (ECV Réalisé en 2018)
- **Trancrainville** : isolation du logement communal (ECB à réaliser en 2019)
- **CCCB** : installation d'un système de chauffage par géothermie à l'école de Ouarville (projet de construction en 2019)



Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs

Sens de l'action régionale

- Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation énergétique (objectif PCER)
- Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations
- Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie

Prérequis

Le maître d'ouvrage doit faire réaliser une étude thermique (selon le cahier des charges régional) du bâtiment intégrant une attestation de classe énergétique avant travaux et une attestation de classe prévisionnelle après travaux précisant que le bouquet de travaux retenu par le maître d'ouvrage et effectivement mis en œuvre correspond à la classe énergétique visée

Les collectivités regroupées (EPCI, groupements d'EPCI, syndicat mixte ...) sont encouragées à porter un marché à bons de commande selon le cahier des charges régional afin de faciliter la réalisation de ces prestations, éligibles au financement régional.

Le service d'un Conseil en Energie Partagé permettra d'optimiser le suivi de cette prestation.

Contenu

CHAMPS D'APPLICATION

Tout le patrimoine des collectivités et des associations : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif...

DEPENSES ÉLIGIBLES

- Etude thermique selon cahier des charges régional
- Dépenses d'isolation et de ventilation
- Travaux induits par l'isolation et la ventilation (qui n'auraient pas été nécessaires si les travaux n'avaient pas été réalisés), hormis les éléments de « remise en état / finitions » (peintures, carrelage...).

Concernant les ouvrants (fenêtres, portes, volets...) : PVC exclu.

Maîtres d'ouvrage

EPCI, Communes, Associations

Financement régional

Subvention minimum 2 000 €

50% des dépenses éligibles

Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :

- système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
- ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
- ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les bâtiments doivent faire l'objet d'une utilisation significative (minimum 50 jours/an) • Les travaux doivent permettre l'atteinte de la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 Kwh/m²/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette C après travaux • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées • L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de piscine est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette C (<4000 kWh/m²bassin/an) et pour les projets de construction de piscine à l'atteinte de l'étiquette B (< 2800 kWh/m²bassin/an) • La ventilation étant indissociable d'un projet d'isolation, la Région ne financera les travaux que s'il est prévu une ventilation adaptée des locaux <p>- Systèmes de type CTA (Centrale de Traitement de l'Air) : dans le cas de ces systèmes qui assurent le chauffage et la ventilation, si la part liée à la ventilation ne peut être définie, on considèrera que celle-ci représente 50% du coût total de l'équipement. La subvention portera alors sur cette partie.</p> <p>- Production d'eau chaude thermodynamique couplée à la ventilation : dans le cas de ces systèmes qui assurent la production d'eau chaude et la ventilation, la part liée à la ventilation sera découplée de la part liée à la production d'eau chaude sanitaire (ballon). La subvention portera alors sur la partie liée à la ventilation.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an



Géothermie sur sondes verticales

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> objectif du SRCAE : diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments en 2020 et porter la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie finale régionale à 23% en 2020, (11% en 2014) Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement relatives au chauffage et rafraîchissement du patrimoine des collectivités et des associations Développer l'emploi local, la montée en compétences de la filière géothermie Stimuler la demande « géothermie sur sonde », énergie renouvelable sous exploitée en région Centre-Val de Loire
Prérequis	<p>Réalisation d'une étude thermique simplifiée (selon outil et cahier des charges régional) du bâtiment mesurant les conséquences sur la performance énergétique après travaux (en réhabilitation, atteinte de l'étiquette énergétique B ou à défaut étiquette C conjuguée à un gain de 100 kwh/m²/an).</p> <p><i>Cette étude et attestation de performance, qui peuvent être réalisées par un bureau d'étude thermique ou par un installateur qualifié (exemple : RGE-QualipAC), devront être vérifiées par le service de conseiller en énergie partagé ou, à défaut, par l'animateur régional géothermie (mission Géoqual).</i></p>
Contenu	<p>BÂTIMENTS ÉLIGIBLES : tout type de bâtiments (construction, rénovation ou dans le cadre d'une réfection des équipements de chauffage et/ou rafraîchissement)</p> <p>DEPENSES ÉLIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> Etude thermique simplifiée selon cahier des charges Régional Pompe à chaleur géothermique présentant un COP nominal B0/W35 supérieur à 4 (NF PAC) Sondes géothermiques ou corbeilles géothermiques et matériaux annexes Collecteurs Raccordement à la pompe à chaleur Mise en glycol Emetteurs basse température, dont création du réseau de distribution réversible Matériels d'instrumentation de suivi énergétique
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, associations, bailleurs sociaux
Financement régional	50% des dépenses éligibles
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <i>Dans le cas d'un bâtiment existant, il doit présenter une performance correspondant à la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 kWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette énergétique C après travaux</i> L'installation doit prévoir une instrumentation selon cahier des charges régional
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nb de kWh économisés /an Nb de GES évités /an Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Puissance thermique installée en kwh Longueur de sonde posée en mètres